

↗

S&P/TSX

11678,91
22,34 (+0,19%)

↘

TSX CROISSANCE

2601,47
-2,96 (-0,11%)

↗

QUÉBEC 30

1130,30
13,29 (+1,19%)

↗

DOW JONES

11498,09
101,25 (+0,89%)

↗

DOLLAR

89,33 ¢ US
+0,16 ¢

Le sans-fil de Vidéotron fait saliver...

Les concepteurs québécois de contenu multimédia espèrent en profiter

PAGE 5

Les poids lourds nivellent le surplus commercial

Une première en 15 ans: le Canada a un déficit avec les États-Unis dans le matériel automobile

PAGE 6

Garda poursuit sur sa lancée

Le bénéfice net au deuxième trimestre fait un bond de 60%

PAGE 7

Les Russes aux commandes d'Airbus?

Moscou aimerait bien accroître sa participation dans le géant EADS

PAGE 2

LE CHIFFRE DU JOUR

+56%

Le boom économique à Calgary vous attire? Avant de faire vos valises, sachez que le prix des maisons neuves a bondi en moyenne de 56% en juillet 2006 (depuis un an) dans la capitale du pétrole.

Source : Statistique Canada

ENTREPRISE RECHERCHÉE ?

COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

Un recours collectif est autorisé

Norbourg et l'AMF dans la ligne de mire des épargnants

HÉLÈNE BARIL
ET MAXIME BERGERON

Le juge Pierre Jasmin a accepté la requête en recours collectif de 130 millions de dollars d'un groupe d'investisseurs contre Vincent Lacroix et contre l'Autorité des marchés financiers (AMF). L'organisme pourrait donc être tenu responsable de la déconfiture de

Norbourg et des pertes subies par les épargnants.

Le jugement, très attendu, n'a pas fait plaisir à l'AMF, qui avait décidé d'intenter son propre recours collectif contre Vincent Lacroix pour désamorcer les critiques des investisseurs à son endroit. « On prend acte de la décision du juge », a commenté laconiquement Philippe Roy, porte-parole de l'AMF.

Selon lui, le jugement rendu public hier ne dit pas que l'AMF a commis une faute, mais laisse au juge qui entendra le recours collectif le soin d'examiner la responsabilité de l'organisme dans la fraude.

Le juge a rejeté le plaidoyer d'immunité de l'AMF. « Cette immunité que le législateur a conférée à l'AMF n'est pas une immu-

nité absolue, écrit-il, mais bien relative. (...) Si le juge du fond conclut à la faute lourde de l'AMF et à sa responsabilité, cette dernière pourrait éventuellement être appelée à indemniser tous les investisseurs qui auraient subi des dommages suite à l'inaction de l'AMF. »

➔ Voir NORBOURG en page 4



L'ESPIONNE PRISE DANS SON FILET

HP présente ses excuses à deux membres de son conseil d'administration pour « intrusion dans leur vie privée ».

HEWLETT-PACKARD EN BOURSE (HPQ Toronto)

Fermeture hier	36,92 \$
En hausse	0,56 \$
Variation	+1,54 %

Patricia Dunn, présidente du conseil de Hewlett-Packard.

PHOTO JUSTIN SULLIVAN, GETTY IMAGES ©

HP évince sa présidente pour surmonter un scandale

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le groupe informatique américain Hewlett-Packard (HP), frappé par un scandale d'espionnage entre les membres de son conseil d'administration, a décidé de pousser en douceur vers la sortie Patricia Dunn, sa présidente compromise dans cette affaire.

Pour dénouer la crise, après trois jours de délibération, le conseil d'administration a décidé qu'elle quitterait ses fonctions le 18 janvier 2007, et qu'elle serait remplacée ensuite par le PDG Mark Hurd, qui restera ainsi seul maître à bord.

Après cette date, Mme Dunn, 53 ans, conservera un poste d'administrateur au sein du conseil, a précisé HP dans un communiqué.

Le groupe a aussi présenté officiellement ses excuses à deux membres de son conseil d'administration pour « intrusion dans

leur vie privée » et s'est engagé à de plus avoir recours à ces pratiques.

HP a été sommé de s'expliquer par les autorités judiciaires californiennes et fédérales sur ses méthodes d'enquête très controversées utilisées en 2005 pour découvrir

Devant le scandale, les analystes s'attendaient au départ de Mme Dunn, qui avait d'avance indiqué qu'elle ne s'y opposerait pas. Hier, elle a aussi regretté que les enquêtes qui avaient été ordonnées « incluaient malheureusement certaines techniques inappropriées, qui sont allées au-delà de ce que nous pensions, et je m'excuse qu'elles aient été employées ».

M. Hurd a précisé qu'il « prendra des initiatives pour (s')assurer que ces techniques d'investigations inappropriées ne seront plus employées ».

La perspective d'un départ de Mme Dunn à la fin de l'année et la concentration des pouvoirs dans les mains de Mark Hurd, a profité au titre de HP, qui gagnait 1,5 % (55 cents US), à 36,91 \$US, à la Bourse de New York.

➔ Voir ESPIONNE en page 4

Patricia Dunn quitterait ses fonctions le 18 janvier 2007, et elle serait remplacée ensuite par le PDG Mark Hurd.

l'auteur de fuites vers les médias.

Ces enquêtes, ordonnées par Mme Dunn, ont été confiées à des détectives privés qui se sont procuré des relevés téléphoniques de membres du conseil en se faisant passer pour eux, procédure considérée à la limite de la légalité.

Insulte à l'intelligence



MICHÈLE BOISVERT

DES GENS, DES ENJEUX

Ce ne serait pas étonnant d'apprendre que Gérald Tremblay apprécie encore plus que de coutume son fauteuil à la mairie de Montréal. Remarquez que cela n'aurait rien à voir avec la gestion de la métropole, mais avec ce qui se passe à Québec, la capitale nationale. Il y a de fortes chances qu'il soupire d'aise à l'idée que, cette fois, ce n'est pas lui qui est pris avec l'épineux dossier des heures d'ouverture des magasins, un dossier qui vient de refaire surface avec la campagne de cartes postales lancée par les grandes chaînes d'alimentation.

À l'époque, on parle du début des années 90, cette question avait causé de sérieux maux de tête à M. Tremblay, alors qu'il était ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement Bourassa. Depuis, beaucoup de choses ont changé et pas seulement dans la vie professionnelle de Gérald Tremblay. Imaginez, Internet n'existait même pas et le cellulaire en était à ses balbutiements ! C'est dire à quel point notre mode de vie était différent et nos habitudes de consommation aussi.

Ce n'est pourtant pas ce que semble croire Raymond Bachand, l'actuel ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. À savoir si son ministère envisageait d'assouplir la loi sur les heures d'ouverture les soirs de week-end comme le demandent les magasins d'alimentation, la réponse a été sans équivoque. « Pas question de rouvrir la loi, a déclaré un porte-parole. Le débat a été fait en 1992. Il est inutile de le refaire aujourd'hui. » Que Raymond Bachand ne veuille pas rouvrir cette boîte de Pandore est une chose, mais qu'on justifie son inaction en déclarant que le débat a été fait il y a une quinzaine d'années est une insulte à l'intelligence.

➔ Voir INSULTE en page 4

Sandwich ou... sandwich?

La boîte à lunch. UN CAHIER SPÉCIAL
EN PAPIER GLACÉ, À LIRE SAMEDI

LA PRESSE

POUR MIEUX CHOISIR

3423013A

3423016

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

89,33 ¢US

VARIATION +0,16 ¢

0,7037 €

VARIATION +0,0020 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US 1,1195 \$

UN EURO 1,4211 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,8408
Chine	renminbi	0,1410
Grande-Bretagne	livre	2,0994
Hong Kong	dollar	0,1440
Inde	roupie	0,0242
Japon	yen	0,0095
Mexique	peso	0,1018
Norvège	couronne	0,1709
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7185
Suède	couronne	0,1535
Suisse	franc	0,8951

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

63,77 \$US

VARIATION -1,85 \$US

Light Sweet Crude	63,56 \$US
North Sea Brent	62,51 \$US

OR (NY Gold)

587,00 \$US

657,15 \$CAN

VARIATION -3,00 \$US



Travailleur sur un chantier de construction, à Dublin.

IMMIGRATION RECORD EN IRLANDE

LONDRES — Il n'y a pas que l'Alberta qui attire des travailleurs en grand nombre. L'Irlande connaît depuis un an une immigration record, principalement en provenance des pays d'Europe centrale entrés dans l'Union européenne en mai 2004, selon des statistiques officielles présentées hier.

D'avril 2005 à avril 2006, quelque 86 900 immigrants sont arrivés en Irlande, un record depuis 1987, selon les chiffres préliminaires fournis par l'Office central des statistiques (CSO).

Près de la moitié, soit 43%, proviennent des 10 pays entrés dans l'UE au moment de son élargissement à 25 l 1^{er} mai 2004 (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Chypre et Malte).

L'Irlande, pendant des décennies un pays d'émigration, est devenue une destination attrayante pour les immigrants en quête de travail et attirés par la réputation du « Tigre celtique ».

Les Polonais comptent pour 26% (22 900) de ces immigrants, alors que 7% viennent de Lituanie. Plus de la moitié, 54%, ont entre 25 et 44 ans, et 28% entre 15 et 24 ans. Environ 10% ont moins de 15 ans.

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2215,82	42,57	1,96
S&P 500 (New York)	1313,11	13,57	1,04
Mexico Bolsa	21102,77	489,88	2,38
Brazil Bovespa Stock	36146,66	374,17	1,05
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3499,53	45,49	1,32
FTSE 100 (Angleterre)	5895,50	44,70	0,76
CAC 40 (France)	5125,97	67,66	1,34
DAX (Allemagne)	5873,85	75,39	1,30
IBEX 35 (Espagne)	12164,90	109,70	0,91
Milan MIB30 (Italie)	37890,00	214,00	0,57
Amsterdam Exchanges	468,98	6,43	1,39
OMX (Stockholm)	1011,69	18,58	1,87
Swiss Market (Suisse)	8195,14	101,07	1,25
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	15719,34	-75,04	-0,48
Hang Seng (Hong Kong)	17075,40	126,81	0,75
S&P/ASX 200 (Australie)	4974,40	-51,60	-1,03



PHOTO RÉMY GABALDA, ASSOCIATED PRESS ©

La chaîne de montage du super avion A380 à l'usine de Toulouse. Propriété en grande partie française, la société aéronautique compte désormais sur une banque russe comme actionnaire d'importance.

Les Russes aux commandes d'Airbus?

Moscou envisage déjà d'accroître sa participation dans l'avionneur

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — La Russie, tout nouvel actionnaire du géant de l'aéronautique européen EADS — le principal actionnaire d'Airbus — avec une part de 5 %, affirme qu'elle pourrait chercher à obtenir « une minorité de blocage » dans le consortium afin de peser sur ses décisions.

« Un intérêt de l'État a du sens quand on peut prendre des décisions ou avoir une influence », a observé devant la presse Sergueï Prikhodko, conseiller du président Vladimir Poutine, alors que la prise de participation de la banque publique russe Vnechtorbank dans EADS a été rendue publique cette semaine. EADS détient 80 % des actions de l'avionneur Airbus.

« Si la question se pose sous cet angle, si nous constatons un intérêt économique conjoint, alors nous insisterons pour avoir une participation grâce à laquelle nous aurions au moins une minorité de blocage », a expliqué le haut responsable.

EADS s'est refusé à tout commentaire dans l'immédiat, tandis que le cours de son action bondis-

RUSSIE

sait de près de 5 % hier dans un marché en hausse.

La banque Vnechtorbank est le troisième actionnaire public à posséder plus de 5 % du capital du géant européen de l'aéronautique et de la défense, après la France, 15 % via le holding Sogead, et l'Espagne, 5,5 % via le holding Sepi (qui souhaite grimper à 10 %).

Le reste se répartit entre le groupe français Lagardère à 15 % (dont 7,5 % en cours de cession d'ici 2007) et l'allemand Daimler-Chrysler (22,32 %) et l'actionnariat flottant.

Lundi, un porte-parole du consortium a assuré à l'Agence France-Presse que le « pacte d'actionnaires demeurerait inchangé » après la prise de participation de la Vnechtorbank.

Ce pacte, élaboré en 2000 à l'occasion de la naissance du groupe, fixe les rapports de force entre les principaux action-

naires du groupe. Les Allemands sont représentés par le seul groupe industriel Daimler-Chrysler (22,32 % après la vente récente d'un paquet de 7,5 %), les Français, par l'entremise de Sogead et du groupe Lagardère dont la participation va descendre à 7,5 % en 2007.

L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder s'était prononcé en janvier 2005 pour une entrée de la Russie à EADS et un renforcement de la coopération russo-européenne dans l'aéronautique.

« Le bateau d'EADS n'est pas plein (...) Il y a des gens en Europe qui veulent réaliser des rêves identiques, par exemple en Russie », avait observé M. Schröder.

À Paris, on est plus réservé, de source gouvernementale française, on se demande si la montée en puissance de l'actionnaire russe au sein d'EADS ne pourrait pas représenter un frein aux grandes ambitions du groupe européen sur le marché américain de la défense.

EADS a en effet réussi à se positionner comme fournisseur potentiel de l'US Air Force pour des avions ravitailleurs. Et EADS a conclu un accord avec l'américain

Northrop Grumman pour tenter de ravir à Boeing ce marché.

Or, les États-Unis ont annoncé le 4 août avoir imposé des sanctions à sept sociétés étrangères, dont le constructeur aéronautique russe Soukhoï, partie prenante d'un nouveau holding russe de l'aéronautique, et l'exportateur d'armes russe Rosoboronexport, pour avoir fourni à l'Iran du matériel qui pourrait être utilisé dans la mise au point d'armes de destruction massive.

D'un point de vue commercial, alors qu'Airbus est en lice face à Boeing pour le renouvellement de la flotte d'Aeroflot, une montée des Russes au capital d'EADS pourrait l'aider à décrocher tout ou une bonne partie de la commande.

Moscou, qui a entrepris de regrouper les entreprises de son secteur aéronautique civil et militaire au sein d'un holding, la Compagnie aéronautique unifiée (OAK), « recherche une intégration avec l'aéronautique occidentale afin d'avoir accès aux technologies » qui manquent à son industrie vieillissante, observe Dmitri Skvortsov, analyste de la banque russe MDM.

Cure de jouvence pour Aeroflot

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — La compagnie nationale russe Aeroflot a de bonnes chances de commander plus d'une vingtaine d'appareils aux constructeurs américain Boeing et européen Airbus, a déclaré hier à l'AFP Irina Danenberg, porte-parole de la compagnie russe.

« Nous avons passé un appel d'offres pour 22 appareils mais nous n'allons pas nous arrêter là », a indiqué à l'Agence France-Presse M^{me} Danenberg, suggérant d'autres futures commandes.

Aeroflot pourrait décider de commander ces appareils aux deux constructeurs, a admis la porte-parole, confirmant des informations de presse.

La question pourrait être tranchée demain au cours d'une réunion du conseil d'administration d'Aeroflot sur une commande estimée à 3 milliards de dollars. Aeroflot, qui a un besoin urgent de renouveler sa flotte, pourrait acheter à la fois le futur appareil de Boeing, le 787 Dreamliner, qui sera dispo-

nible en 2008 et celui d'Airbus, l'A350, dont la mise sur le marché a été repoussée à 2012, selon le numéro d'hier du quotidien *Kommersant*.

« La direction de la compagnie aérienne s'est prononcée pour l'acquisition des appareils de l'américain Boeing, jugeant que la proposition de l'euro-péen Airbus était trop en retard sur le calendrier », rapporte *Kommersant*.

Cependant, souligne le journal, « le feu vert pour cette transaction de près de 3 milliards de dollars dépend de la position du gouvernement et a un caractère politique », ce qui dessert Boeing dans un contexte tendu entre Washington et Moscou.

En revanche, Airbus a vu sa position renforcée après l'acquisition d'une part de 5 % dans EADS, la maison mère d'Airbus, par la banque publique Vnechtorbank.

Aeroflot qui a transporté 6,707 millions de passagers l'an dernier, vient de rejoindre le groupement de compagnies aériennes Skyteam, mené par Air France-KLM et Delta Airlines.



PHOTO SHAMIL ZHUMATOV, REUTERS ©

Un ouvrier tient des pastilles d'uranium dans une centrale nucléaire du Kazakhstan.

La Russie investit dans l'uranium

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — La Russie va multiplier par 10 ses investissements dans l'exploration et l'extraction d'uranium en 2008, a affirmé hier le chef de l'Agence russe de l'énergie atomique, Sergueï Kirienko.

« En 2007, les dépenses pour l'exploration et l'extraction d'uranium vont être multipliées par cinq et par 10 en 2008, en passant de 100 millions de roubles (4,1 millions) à 1 milliard de roubles (45 millions CAN) », a affirmé M.

Kirienko, cité par l'agence Ria-Novosti.

Un document en ce sens a été signé lundi par l'Agence de l'énergie atomique et le ministère russe des Ressources naturelles, a précisé le responsable.

« Il est impossible de limiter l'accès de nouveaux pays au développement de l'énergie atomique pacifique, ni du point de vue politique, ni du point de vue économique », a-t-il souligné.

La Russie achève la construction d'une centrale en Iran, à Bouchehr.

Le marché des biréacteurs pique du nez

MARIE TISON

Alors que les turbopropulseurs ont poursuivi leur essor, les bi-réacteurs régionaux ont carrément piqué du nez sur le marché mondial pendant la première moitié de 2006.

La descente a été particulièrement brutale pour Embraer : l'avionneur brésilien a enregistré plus d'annulations que de nouvelles commandes pour ses biréacteurs pendant les six premiers mois de l'année.

Embraer s'est cependant reprise de belle façon à la fin du mois d'août avec une commande considérable pour 100 appareils (50 appareils de 50 places ERJ145 et 50 appareils de 106 places Embraer 190) placée par le transporteur chinois HNA Group.

Du côté de Bombardier, le premier semestre a également été difficile. Toutefois, la popularité du CRJ900, un appareil de 86 places, a permis

de compenser la perte de vitesse de deux appareils de plus petite taille, le CRJ200 et le CRJ700.

En outre, Bombardier a pu profiter de l'envol des turbopropulseurs et du décollage réussi du Challenger 850, la version « affaires » du bon vieux CRJ200.

Embraer n'a pas pu profiter du regain de popularité des turbopropulseurs régionaux parce qu'elle n'en fabrique pas. Pendant les six premiers mois de 2006, l'avionneur brésilien a particulièrement été frappé par le déclin des biréacteurs régionaux de plus petite taille. Dans certain cas, il a pu se rattraper au niveau des appareils plus gros.

C'est ainsi que le transporteur américain US Airways a décidé de remplacer les 57 appareils Embraer 170 qu'il avait commandés et qu'il n'avait pas encore reçus par l'Embraer 190.

Par contre, Embraer a dû biffer de son carnet 15 appareils ERJ135

commandés par South Africa Air-link et 20 appareils ERJ145 commandés par le transporteur américain Midwest.

Au lieu de terminer le semestre avec de nouvelles commandes, Embraer s'est retrouvée avec 15 annulations. Par comparaison, l'avionneur brésilien avait terminé le premier semestre de 2005 avec 66 nouvelles commandes.

Le carnet de commandes d'Embraer, qui comptait 403 biréacteurs régionaux au 30 juin 2005, ne comptait plus que 298 appareils au 30 juin 2006.

Bombardier a enregistré moins de pertes sèches : il n'y a pas eu d'annulations massives. Par contre, deux transporteurs, Air Nostrum et Sky-West ont modifié leur commande originale pour remplacer des appareils plus petits par des CRJ900.

Bombardier a ainsi terminé son premier semestre (qui couvre la période allant du 1^{er} février au 31 juil-

let 2006) avec 13 nouvelles commandes pour des biréacteurs régionaux. La même période de l'exercice précédent avait cependant donné lieu à 42 nouvelles commandes.

« Ce n'est pas une période morte, mais c'est une période au ralenti parce qu'il y a encore de grands transporteurs américains qui sont sous la protection de la loi sur les faillites, a déclaré le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne. En outre, plusieurs grands transporteurs et lignes aériennes régionales sont en train de réviser leurs stratégies. »

Tout ce processus de révision et de discussion pourrait amener de grands transporteurs comme Delta et Northwest, ainsi que leurs partenaires, à commander de nouveaux appareils.

« Il y a encore un potentiel de commandes très intéressant au niveau des plus grands jets régionaux

aux États-Unis et on s'attend à ce que les cinq prochaines années soient très intéressantes à ce niveau-là », a affirmé M. Duchesne.

Pour les turbopropulseurs régionaux, les ciex sont plus cléments. Les deux grands manufacturiers de ce type d'appareils ont fait le plein de nouvelles commandes pendant le premier semestre de l'année : 47 pour ATR, 15 pour Bombardier. Ce dernier chiffre ne comprend pas la commande pour 10 Q400 placée la semaine dernière par le transporteur américain Frontier.

L'usine de De Havilland, à Toronto, bourdonne d'activités. À Dorval, l'usine qui construisait les biréacteurs CRJ200 continue de fonctionner grâce à sa version « affaires », le Challenger 850. Bombardier refuse de donner des détails sur les livraisons et les commandes de cet appareil, mais il a déjà donné des contrats de finition d'intérieurs à deux sous-traitants.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Eugène Roman, président du groupe systèmes et technologies chez Bell, présente les particularités des nouveaux modems qui permettront à la société de télécommunications d'offrir la télévision par l'entremise du réseau Internet très bientôt.

TÉLÉVISION IP

Bell prépare sa réponse à Vidéotron

PHILIPPE MERCURE

Frapper le concurrent sur son propre terrain : c'est ce que les câblo-distributeurs ont fait en offrant le téléphone par Internet à la barbe des entreprises comme Bell Canada. Mais cette dernière s'apprête à utiliser le même médium... pour faire entrer la télévision chez les clients de Vidéotron.

La réplique des Bell et Telus de ce monde aux câlodistributeurs, qui grugent leurs parts de marché en téléphonie, s'écrit en deux mots : télévision IP. IP signifie *Internet Protocol*. Bell veut utiliser son réseau de fibres optiques et de fils de cuivre pour faire entrer la télévision dans les foyers par un protocole Internet.

« La télévision IP, c'est une question de mois, pas d'années », a promis hier Patrick Pichette, président, exploitation, chez Bell Canada. M. Pichette a ouvert hier aux journalistes les portes des laboratoires montréalais où est actuellement testée la technologie. Ces locaux, où circule un inextricable réseau de plus de 122 kilomètres de fibres optiques, sont reliés aux plus grands laboratoires de recherche de Nortel, Lucent et Alcatel. Bell insiste pour qu'on

n'en dévoile pas l'adresse...et y poursuit ses tests, malgré des annonces répétées que la télévision IP est pour bientôt.

Des compagnies comme Manitoba Telecom Services et SaskTel ont pourtant déjà commencé à offrir le service dans les Prairies. « La télévision IP par Bell est attendue depuis février 2006 », sou-

options, M. Roman est avare de détails : il se contente de dire que le grand avantage de la télévision IP sera « l'interactivité ».

Pas de révolution technologique

Selon M. Roman, un service comme Bell ExpressVu, qui reçoit ses données d'un satellite, est encore de la « télédiffusion ». « Il y

et sont parfois boudées pour des raisons esthétiques. Mais il ne s'attend pas à une grande révolution technologique.

« Les gens ne changeront pas massivement du câble vers la télé IP. Ça va combler une partie du vide auquel Bell fait face en ville », dit-il.

« La technologie a de grands potentiels. Mais disons que pour l'instant, c'est vraiment deux façons de faire la même chose », dit Iain Grant, du Seaboard Group, à propos de la câlodistribution et de la télévision IP. Il croit que la part de marché que les entreprises de télécommunications parviendront à gruger à leurs concurrents dépendra davantage du prix offert que de la technologie elle-même. « Quand vous regardez le succès qu'a eu Vidéotron avec ses forfaits (incluant le téléphone, l'Internet et la télévision), il est clair que Bell doit arriver et répondre aussi avec une offre de services regroupés. Vidéotron a connu du succès en offrant le téléphone : je pense que Bell devra être tout aussi créatif s'ils veulent aller voler les clients de Vidéotron en télévision », dit M. Grant.

« La télévision IP, c'est une question de mois, pas d'années », a promis hier Patrick Pichette, président, exploitation, chez Bell Canada.

ligne le SeaBoard Group, une firme de consultant en télécommunication, qui croit que « l'entreprise de télécommunication n'est sûrement pas assise sur ses lauriers : elle semble avoir adopté une stratégie de *faire les choses correctement du premier coup* », écrit le groupe dans un rapport consacré à la télévision IP.

« Une des raisons pour lesquelles on attend un peu ici, c'est qu'il va y avoir des options assez intéressantes », a dit hier Eugene Roman, président du groupe systèmes et technologie chez Bell Canada. Quant à savoir quelles

a de l'interactivité possible, mais elle est limitée. La télévision IP, ce n'est pas de la télédiffusion : c'est un canal à deux voies », dit-il, mentionnant par exemple la possibilité pour un téléspectateur qui écouterait l'émission *Canadian Idol* de voter instantanément pour le candidat de son choix sur son téléviseur.

Marc L'Écuyer, gestionnaire chez Cote 100, croit que la technologie permettra à Bell de gagner des parts de marché en ville, où ses soucoupes ExpressVu ont de la difficulté à s'infiltrer dans les grands immeubles à appartements

ConjuChem explose en Bourse

RICHARD DUFOUR
COLLABORATION SPÉCIALE
LAPRESSEAFFAIRES.COM

L'action de ConjuChem a bondi de près de 30 % hier à la Bourse de Toronto à la suite de la publication de résultats positifs d'une étude clinique pour le traitement du diabète de type 2.

Le titre s'est apprécié de 32 cents, ou 29,6 %, à 1,40 \$. Depuis un an à la Bourse de Toronto, l'action de ConjuChem a oscillé entre 70 cents et 3 \$.

Les résultats de l'étude confirment « un profil excellent de tolérance, une très bonne efficacité sur la réduction de la glycémie ainsi qu'une durée de vie prolongée de l'activité comme l'avaient démontré les résultats préliminaires publiés le 26 avril », souligne la direction de ConjuChem.

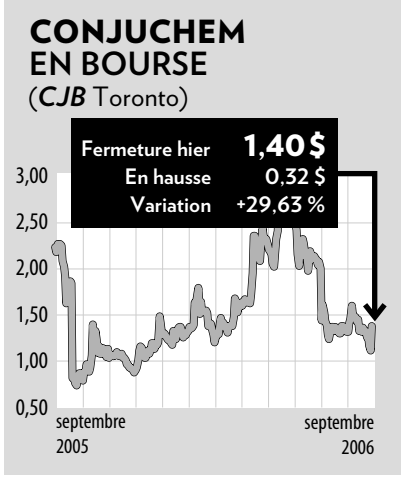
L'étude avait comme objectif de tester la sécurité et la tolérance et d'évaluer certains paramètres.

À la mi-juillet, le titre de ConjuChem avait piqué du nez à la suite de la mort d'un patient au cours d'essais cliniques sur un médicament destiné à prévenir les fluctuations de poids provoquées par les traitements contre le VIH. Une enquête interne ne permet toutefois pas de conclure que la mort du patient soit liée à la prise du médicament, un soupçon qui avait forcé l'arrêt de cette étude.

ConjuChem est une société de biotechnologie montréalaise spécialisée dans la découverte de médicaments thérapeutiques orientés vers le traitement du diabète et du déficit en hormone de croissance.

ConjuChem a par ailleurs lancé une nouvelle étude clinique chez des patients pour une durée de trois semaines qui a permis d'évaluer plus profondément les profils du produit dans un environnement contrôlé.

La compagnie conduira aussi une étude clinique de phase I et II multi-doses au cours de laquelle le composé sera administré une fois par semaine avec trois différentes doses pour une durée d'un mois. Cette étude devrait commencer sous peu.



Source : Bloomberg

Bientôt en vedette.



La Vente de Mercedes-Benz d'occasion Certifiées Étoiles.

Seulement du 18 au 23 septembre.

Véhicules d'occasion Certifiées Étoiles^{MC}


Mercedes-Benz

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifiéesetoiles.ca

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Quand il s'agit d'argent, tout le monde est de la même religion »

— Voltaire

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

				8	6			
8	4	7				3		6
	6		7		2			5
	3							
		4	2	5		7		
		5	1	6				
			8		4	9		
2						1		
		9			7			8

Niveau de difficulté : MOYEN

0412

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

4	8	7	5	1	6	9	3	2
5	1	2	3	4	9	8	6	7
3	6	9	8	7	2	4	5	1
7	3	5	9	6	8	2	1	4
6	9	1	4	2	5	7	8	3
2	4	8	7	3	1	5	9	6
9	2	3	1	5	4	6	7	8
1	5	4	6	8	7	3	2	9
8	7	6	2	9	3	1	4	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

Par Fabien Savary

0411

Norbourg et l'AMF dans la ligne de mire des épargnants

NORBOURG

suite de la page 1

Les investisseurs floués joints par *La Presse Affaires* ont bien reçu la nouvelle, tout en émettant quelques bémols.

« Je suis contente que le recours soit autorisé, ça c'est certain, et je suis contente que Vincent Lacroix se soit fait refuser l'aide juridique, mais pendant ce temps, les délais s'accumulent », a confié Hélène Simard, qui a perdu quelques milliers de dollars dans l'aventure.

Fernand De Guise, de Sorel, considère de son côté que les preuves qui seront déposées pendant le procès permettront de faire une partie de la lumière sur le scandale. Il s'en réjouit.

« À défaut d'avoir une commission d'enquête publique, c'est une bonne nouvelle parce que l'AMF devra répondre de ses actes ou de l'absence de ses gestes », a dit M. De Guise pendant un entretien téléphonique.

Une longue liste

Le recours collectif piloté par Wilhelm Pellemans au nom des investisseurs lésés visait une longue liste de responsables de ce scandale financier mis au jour en août 2005. En plus de Vincent Lacroix et de ses employés, cette

liste incluait Claude Boisvenue, qui avait vendu sa firme de placement à Vincent Lacroix, les firmes de vérificateurs KPMG et PricewaterhouseCoopers ainsi que le gardien de valeurs Northern Trust.

Le juge a réduit cette liste. Ainsi, il estime que Claude Boisvenue ne peut être tenu responsable de la fraude commise par Vincent Lacroix.

Selon les investisseurs, la firme KPMG devait être partie au recours collectif parce qu'elle n'a pas fait son travail, à savoir la vérification utile et efficace des états financiers des Fonds Evolution. Le juge ne dit pas qu'ils ont tort, mais il explique que le rôle de KPMG ne concerne que les Fonds Evolution et non l'ensemble des activités de Norbourg concernées par le recours collectif et, pour cette raison, il exclut KPMG de la liste des responsables.

Même chose pour PricewaterhouseCoopers, qui doit être retranchée de la liste, a décidé le juge Jasmin. En défense, PricewaterhouseCoopers avait fait valoir que « même si elle avait découvert la fraude commise dans les Fonds Evolution, soit les retraits illégaux, elle n'avait aucune obligation d'alerter les autorités compétentes et, de plus, elle

aurait été tenue au secret professionnel ».

Par contre, le juge retient la responsabilité de Northern Trust, qui agissait comme gardien de valeurs pour les Fonds Norbourg et Evolution et qui a transféré des sommes importantes dans plusieurs comptes en banque différents. « Le juge saisi du fond pourrait en venir à la conclusion que le fait pour Northern Trust d'avoir, pendant une période de plus de cinq ans, transféré à des dizaines de reprises d'importantes sommes d'argent provenant des fonds sous sa garde dans plusieurs institutions financières différentes, aurait dû l'amener à faire preuve d'une plus grande rigueur et à demander certaines explications au gérant ou au fiduciaire », écrit le juge.

John O'Connell, vice-président de Northern Trust, affirmait ne pas avoir été mis au courant de la décision lorsque *La Presse Affaires* l'a joint à Chicago en fin d'après-midi. « Nous ne formulons aucun commentaire tant que nous n'aurons pas pu la lire », s'est-il contenté de répondre.

Par ailleurs, la demande en recours collectif de l'AMF sera entendue les 2 et 3 octobre prochains.

Insulte à l'intelligence

INSULTE

suite de la page 1

Ce que réclament Metro, Sobbeys et Loblaw's est la modification de l'article 6 de la loi 59. Il stipule que seuls quatre employés peuvent travailler dans un supermarché après 17 h, les fins de semaine. La coalition des épiciers fait valoir que cette mesure les empêche de bien servir leur clientèle. Ils ont raison.

Tous ceux qui ont dû faire un saut à l'épicerie un soir de week-end peuvent en témoigner. Il n'y a rien de plus frustrant que de devoir attendre parce qu'il n'y a qu'une caisse d'ouverte. Est-ce que l'insatisfaction des clients pris dans une file un dimanche soir est un motif suffisant pour justifier qu'on modifie une loi ? C'est en ces termes que le ministre Bachand devrait débattre de cette question, plutôt que de faire la sourde oreille.

Ce que craint probablement le ministre, c'est que le moindre changement touchant la loi sur les heures d'ouverture dans les magasins d'alimentation ait un effet domino sur l'ensemble de l'industrie québécoise du commerce de détail. De l'avis de plu-

sieurs, il serait pratiquement impossible de modifier la loi uniquement pour un secteur. Comment justifier par exemple que Loblaw's, qui vend de la nourriture mais aussi des articles de jardin, puisse jouir d'un assouplissement de la loi auquel d'autres n'auraient pas droit.

Pas besoin d'être devin pour comprendre que les Wal-Mart et autres grandes surfaces qui vendent aussi des produits d'alimentation réclameraient le même traitement. Une fois accordée à Wal-Mart, ce serait au tour des Rona et Canadian Tire. Où tracer la limite dans un marché où les détaillants empiètent de plus en plus sur les champs de spécialité de leurs concurrents ? C'est une des difficultés avec laquelle le ministre aurait à composer, mais est-ce qu'elle justifie qu'on refuse d'ouvrir le débat ? Non.

On sait également, des études l'ont démontré, que la concentration dans le secteur du commerce de détail a tendance à augmenter avec la libéralisation des heures d'ouverture. Si les grandes surfaces ont les reins assez solides pour assumer les coûts supplémentaires d'une ouverture prolongée, les petits commerçants ont

plus de difficulté à suivre et à survivre. Cela dit, le mouvement de consolidation dans le secteur du détail est déjà bien amorcé au Québec. Par exemple, Metro, Sobbeys et Loblaw's contrôlent déjà 90 % du marché québécois de l'alimentation. Est-ce qu'un changement à la loi aurait un impact si considérable ? La question vaut la peine d'être posée.

On peut facilement comprendre que, pour un gouvernement, toucher aux heures d'ouverture, c'est ouvrir un panier de crabes. C'est certainement ce que veut éviter le ministre Bachand. Mais c'est une décision beaucoup plus politique qu'économique. Il n'y a pas de doute, c'est un dossier complexe qui va bien au-delà des files d'attente le dimanche soir à l'épicerie. Il y a toute la question de la conciliation travail-famille qui entre aussi en ligne de compte. Mais ce n'est pas parce que c'est compliqué que ça justifie qu'on y oppose bêtement une fin de non recevoir. Les temps ont changé M. Bachand, parlez-en au maire Tremblay.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : mboisver@lapresse.ca

Un hôtel Westin près du Palais des congrès

Les congressistes affluant vers Montréal auront un nouvel hôtel grande surface où reprendre leur souffle : la chaîne new-yorkaise Westin s'installe dans l'ancien immeuble du journal *The Gazette*, entre les rues Saint-Jacques et Saint-Antoine, face au Palais des congrès. Ce projet de 90 millions de dollars devrait être achevé en 2008. Situé à la frontière du Vieux-Montréal et du quartier international, il vient combler un vide. « Le Palais des congrès se plaint qu'il n'y a pas assez d'hôtels à congrès aux alentours », rapporte le vice-président à la recherche de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose. En fait, il manque un grand hôtel de ce type-là. » L'hôtel occupera le complexe des trois anciens immeubles de *The Gazette*, auquel viendra se greffer une nouvelle tour de 20 étages. LaPresseAffaires.com

ASSOCIATION DES
MBA
DU QUÉBEC
ENTRE GENS
DE DÉCISION

Les
déjeuners-rencontres
**FASKEN
MARTINEAU**
de l'Association des MBA du Québec

M. Sylvain Prud'Homme
Vice-président principal Opérations
Wal-Mart Canada

Pourquoi Wal-Mart achète québécois?

Le mercredi 20 septembre 2006, à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal, Salon Les Saisons

VISA, MasterCard, American Express et chèques acceptés.
Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.

Membre régulier: 45 \$
Membre étudiant: 35 \$
Membre retraité: 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 495 \$ (taxes non comprises)

Pour réservation: (514) 282-3810 - Internet: ambaq.com

Intertape Polymer convoitée

LA PRESSE AFFAIRES

Le titre de Intertape Polymer s'est envolé hier après la publication d'informations sur la vente possible de l'entreprise qui fabrique des rubans à masquer et du *duct tape*. L'action a gagné 1,50 \$ pour clôturer à 9 \$, soit un bond de 20 %.

Une entreprise du même secteur d'activité aurait déposé une offre d'achat non sollicitée pour acquérir Intertape. Les dirigeants de l'entreprise ont confirmé avoir embauché Valeurs mobilières TD pour les aider à faire une revue complète de leurs activités.

« La compagnie reçoit de temps en temps des manifestations d'intérêt de tiers, lit-on dans le communiqué publié hier en fin de

journée, et toutes ces manifestations sont examinées dans l'intérêt de la compagnie et de ses actionnaires ».

À son deuxième trimestre qui a pris fin le 30 juin, Intertape Polymer a rapporté une perte de 18,2 millions US (44 cents US par action), comparativement à un profit de 5,4 millions US (13 cents US par action) pour la même période l'exercice précédent. Ses ventes étaient en hausse de 16,7 %, à 222,1 millions US.

Le président et fondateur de la compagnie a quitté ses fonctions, plus tôt cette année, et n'a pas encore été remplacé. Intertape Polymer a deux sièges sociaux, à Montréal et à Bradenton, en Floride, et a 2700 employés au Canada et aux États-Unis.

L'espionne prise dans son filet

ESPIONNE

suite de la page 1

HP a aussi cherché à extirper les racines de ce scandale porté sur la place publique : George Keyworth, l'administrateur qui était à l'origine des fuites, a annoncé sa démission du conseil dont il était membre depuis 1986. Il a reconnu avoir parlé à des journalistes mais dénoncé les intrusions dans sa vie privée et s'est défendu d'avoir livré des informations nuisibles au groupe.

« L'intrusion dans ma vie privée était une erreur et contraire aux valeurs de HP. Je reconnais avoir été la source d'un article dans CNET en janvier 2006 (...) mais ces commentaires étaient dans l'intérêt de la compagnie et de donnaient pas d'informations confidentielles. »

Le scandale a éclaté après les protestations de l'un des anciens administrateurs, l'homme d'affaires Thomas Perkins, qui a lui-même démissionné du conseil

AFFAIRES
700

710
OCCASIONS D'AFFAIRES

Problèmes
IMPÔTS TPSTVQ. ?
Évaluation gratuite, avec cette annonce-
Laissez un spécialiste négocier pour vous...
...C'est payant et beaucoup plus agréable!
www.defenseursfiscaux.com
M. Roy 514-666-1335

RECHERCHE DES INVESTISSEURS
pour une mine d'or au Costa Rica, pour gens sérieux seulement. Contactez Yves Gagnon yves@mimosagold.com Tél.: 306-922-0732

REPRISE DE FINANCE, équipements industriels et commerciaux, www.liquideq.com

STE-JULIE (Rive-Sud)
OCCASION UNIQUE
PLACEMENT IMMOBILIER
INVESTISSEZ DANS UN CONDO À REVENUS LOCATIFS
GARANTIE DE RENDEMENT
5 ANS SANS SOUCI / GESTION INCLUSE
450-733-0700

URGENT! Recherche partenaire financier. Devenez producteur de spectacle, 100% garantie, 100% profit. M. Bouchard : **418-576-1038**.

715
FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

HYPOTHÈQUES & PRÊTS COMMERCIAUX
Minimum 100 000 \$ - court terme min. 3 mois
(514) 232-8628

NOTAIRES de la Rive-nord de Mtl, recherche activement prêteurs ou investisseurs sérieux pour prêts hypothécaires de 1er et 2e rang, résidentiel. Respect du cadre légal. Info: 514-836-3844 ou notaire.rive-nord@hotmail.com

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETEBEC** crpt Agréé et Financier. 26-39-65 mois. Marcel Paiement **450-688-7212**

AVIS
800

801
AVIS LÉGAUX

AVIS de clôture d'inventaire
(Avis dans le journal: C.c.Q., art. 795)
Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de **JEAN-FRANÇOIS LAPOINTE**, notaire, en son vivant domicilié au 4578 Place Hémon, Laval, Québec H7P 2P3, survenu le 15mars 2006, un inventaire des biens du défunt a été fait par la liquidatrice successorale, Sylvie Gagnon, le sept septembre 2006, devant Me Geneviève Guérin, notaire, au 5064 Avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4G1, conformément à la loi.
Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Geneviève Guérin, notaire.
Donné ce douze septembre deux mille six
Sylvie Gagnon, liquidatrice.

850
AVIS DE DISSOLUTION
CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **KEIDOK LIM TURCOT, TRAITEUR INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal le 1er septembre 2006

PRENEZ AVIS que la compagnie **GESTION SUZANNE LEBEAU INC.**, ayant son siège social au 6 rue Nicoud, Charlemaque, Québec demandera au Registraire des Entreprises la permission de se dissoudre. **Montréal, le 13 septembre 2006**

PRENEZ AVIS que **PAUL E. ADDISON** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Jean-Claude Addison, président.

TECHNOLOGIES

LA PRESSE AFFAIRES

Vidéotron réjouit des développeurs

Plus de sans-fil, plus de création de contenu à saveur locale



ALAIN MC KENNA

TECHNO.BIZ

COLLABORATION SPÉCIALE

Vidéotron compte offrir la téléphonie sans fil à tous les consommateurs québécois d'ici la fin de l'année. Pour se distinguer des autres fournisseurs, le câblodistributeur mise notamment sur la popularité du contenu à saveur locale. Il n'y a pas que les autres filiales de Quebecor Media qui vont en profiter : les entreprises québécoises créatrices de contenu multimédia aussi.

Elles pourraient enfin connaître leur heure de gloire. « Plus il y a de fournisseurs de services cellulaires, plus c'est bon pour nous ! » assure Stéphane D'Astous, directeur montréalais de Babel Games Services, une entreprise britannique dévouée aux jeux vidéo pour sans-fil. « Pour l'industrie des applications mobiles, les opportunités sont vastes. »

Les services sans fil sont un marché relativement nouveau au Canada. « C'est un marché encore immature qui va attirer beaucoup d'investissements au cours des prochaines années, dit M. D'Astous. On commence à réaliser que le téléphone mobile est un média qui a plus de potentiel que la télévision ou la radio. »

Babel Games Services travaille en ce moment avec les studios américains de Disney, afin d'adapter un jeu vidéo multijoueurs aux appareils cellulaires que Disney détaille aux États-

Unis. En version mobile, *Pirates of the Caribbean* peut se jouer en réseau à 16 joueurs, en simultané.

C'est le genre de synergie, entre services sans fil (les jeux vidéo mobiles) et contenu (un film produit localement) qui n'existe pas encore, au Québec. Peut-être verrons-nous bientôt un jeu de hockey en réseau inspiré du film *Les Boys*, édition cellulaire ?

Un retard à combler

« Les consommateurs canadiens accusent un retard dans l'utilisation des services à valeur ajoutée, comme la messagerie texte ou le téléchargement de musique ou de vidéoclips », dit Rick Nadeau, analyste spécialisé dans les télécommunications et les produits culturels pour le centre de recherche Décima, à Ottawa. Le chercheur estime que ce phénomène est causé par la plus faible pénétration du sans-fil dans les foyers canadiens.

Selon lui, c'est une tendance qui s'inverse tranquillement, en partie à cause de nouveaux fournisseurs, comme Virgin Mobile. La division canadienne de la multinationale anglaise a signé plus de 250 000 clients en à peine plus d'un an.

Souvent, ces nouveaux clients proviennent d'entreprises rivales. Ce le sera encore davantage à partir de mars 2007, puisque les consommateurs pourront alors conserver leur numéro de téléphone même s'ils changent de fournisseur. Cette mesure devrait créer pas mal de mouvement dans le marché, selon les prévisions.

Bref, dans ce contexte, l'offre de services donnant accès à du contenu exclusif est un outil concurrentiel majeur. « Avec l'arrivée de nouveaux acteurs, plusieurs nouveaux services vont apparaître,

explique M. Nadeau. Ces services vont de plus en plus faire appel à des fournisseurs de contenu indépendants. Même que les grosses entreprises de télécoms pourraient acheter ces entreprises pour mieux répondre à la demande. »

Les études du centre Décima démontrent qu'un contenu original et exclusif permet aux fournisseurs de retenir leur clientèle et d'augmenter leurs revenus par client. Le hic : « Les types de contenu sont infinis », dit Rick Nadeau. C'est à qui offrira les services et le contenu les plus diversifiés afin d'attirer la plus large clientèle possible.

Convergence

Lors du lancement de son nouveau service dans la Ville de Québec, Robert Dépatie, président de Vidéotron, évoquait l'importance du contenu multimédia dans l'industrie du sans-fil. « Nos liens avec TVA, Canoe et Sun Media sont des partenariats qu'on va optimiser, disait-il. C'est un marché dont le plein potentiel reste encore à être développé. »

Son patron, Pierre Karl Péladeau, est évidemment du même avis. Selon lui, d'autres industries tirant leur existence des médias de masse en ont besoin pour continuer à se développer. « Le sans-fil est un outil qui peut aider les industries culturelles. C'est un distributeur de contenu. »

M. Péladeau pense au téléphone cellulaire tel qu'on l'utilise déjà en Europe et en Asie. Là-bas, grâce à des réseaux très rapides, le sans-fil est devenu à la fois un téléphone, un téléviseur, un jukebox et une console de jeux vidéo.

COURRIEL

Pour joindre notre collaborateur : alain.mckenna@lapresse.ca

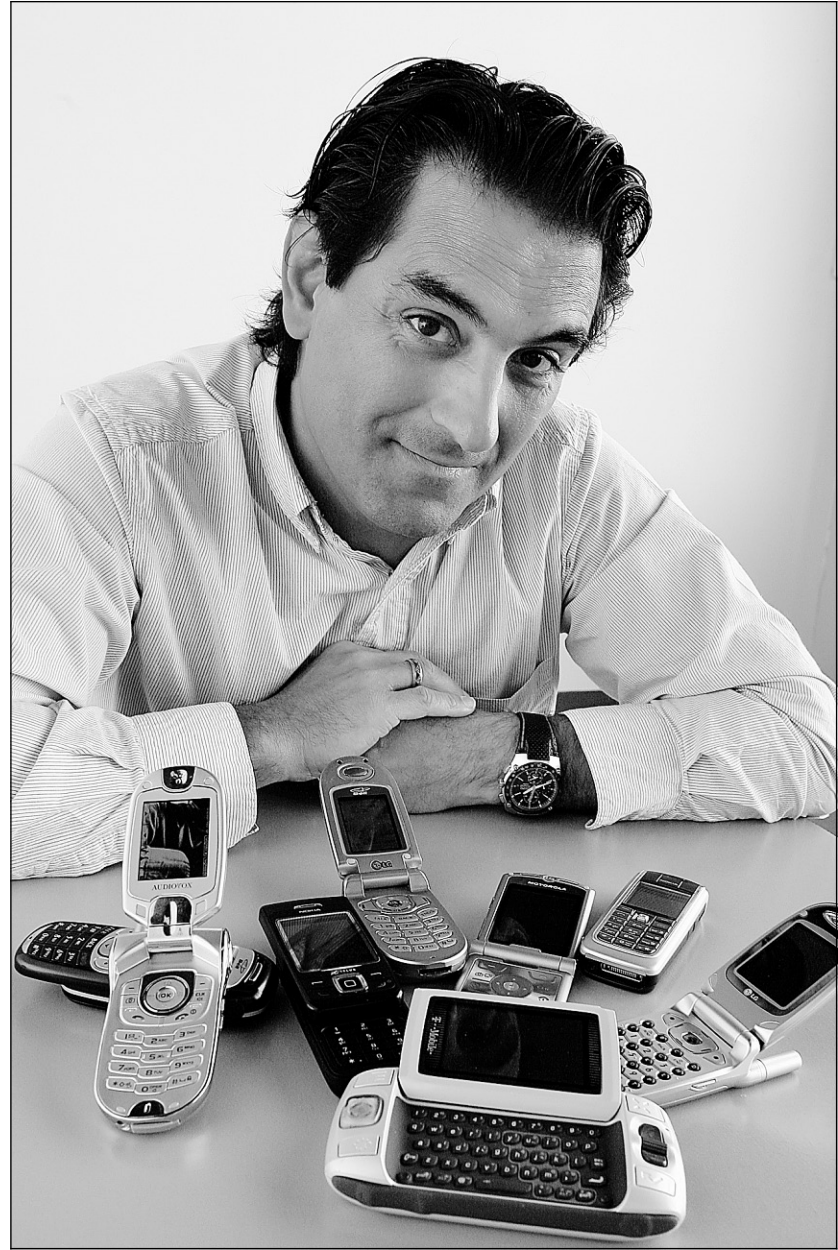


PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

« Plus il y a de fournisseurs de services cellulaires, plus c'est bon pour nous ! » dit Stéphane D'Astous, directeur montréalais de Babel Games Services, une entreprise britannique spécialisée dans les jeux vidéo pour sans-fil.



FORUM TREMBLANT 06

CONFÉRENCE SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Vers des communautés durables
Le 21 septembre 2006,
au Westin Resort & Spa à Mont-Tremblant

Saviez-vous que d'ici 2050...

- la population mondiale augmentera de 50 % ;
- 70 % de la population habitera en milieu urbain ;
- la moitié des infrastructures du monde sera encore à construire ;
- la demande en énergie aura plus que doublée ;
- les niveaux de CO₂ augmenteront de 50 % ;
- les entreprises, les gouvernements et la société doivent transformer ces défis en opportunités.

Le Forum Tremblant vous permettra d'en savoir plus sur les façons de bien gérer ces enjeux.

André Chagnon,

Président du conseil de la Fondation Lucie et André Chagnon, agira à titre de conférencier invité pendant le déjeuner.

Tarifs spéciaux pour les organisations sans but lucratif
Le Forum Tremblant est une conférence certifiée carboneutre

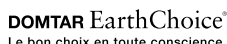


Renseignements et inscription :
www.forumtremblant.org
info@forumtremblant.org
514-843-7171

N | A | T | I | O | N | A | L



CIRQUE DU SOLEIL



Caisse de dépôt et placement du Québec

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... **C'EST GRATUIT**



Pratt & Whitney Canada

Une société de United Technologies

M. Alain M. Bellemare, président de Pratt & Whitney Canada Cie. (P&WC), société de United Technologies Corp. (NYSE : UTX), est heureux d'annoncer les nominations suivantes dans l'équipe de haute direction :



John Saabas

John Saabas est promu au poste de premier vice-président.

À ce titre, M. Saabas sera responsable des activités de P&WC, notamment celles de l'Ingénierie, de l'Exploitation, de la Qualité, des Centres de révision, du Soutien technique et des relations avec les clients ainsi que du Marketing. Il jouera un rôle clé dans l'implantation de la stratégie de croissance et des plans d'affaires de l'entreprise.

Depuis son entrée chez P&WC en 1985, M. Saabas a occupé des postes aux responsabilités croissantes au sein des groupes Ingénierie et Exploitation. Il a de plus démontré un leadership exceptionnel, des compétences techniques et un engagement à améliorer les processus de l'entreprise.

M. Saabas est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en génie mécanique de l'Université de Waterloo ainsi que d'un doctorat en aérodynamique de l'Université McGill.

Pratt & Whitney Canada, dont le siège social est à Longueuil (Québec), est un leader mondial de la conception, de la construction et du soutien technique des moteurs équipant les avions d'affaires, les appareils de l'aviation générale, les avions de transport régional et les hélicoptères. La société construit également des groupes auxiliaires de puissance et des turbines à gaz pour applications industrielles. United Technologies, dont le siège social est à Hartford (Connecticut), aux États-Unis, est une société à exploitation diversifiée fournissant des produits et services de haute technologie pour l'industrie aérospatiale et les immeubles partout dans le monde.



Benoît Brossoit

Benoît Brossoit est promu au poste de vice-président principal, Centres de révision et Exploitation.

À ce titre, M. Brossoit assurera le leadership et la direction stratégique du Réseau de Centres de révision ainsi que des opérations manufacturières à travers le monde. Il sera également responsable des activités de la chaîne d'approvisionnement de P&WC.

Depuis qu'il s'est joint à P&WC en 1995, il a démontré un leadership remarquable, une solide connaissance des opérations manufacturières et une passion pour l'amélioration continue au sein des groupes Exploitation et Centres de révision.

M. Brossoit est titulaire d'un baccalauréat en génie industriel du GMI Engineering & Management Institute.

Pour plus d'information, visitez www.pwc.ca

LA PRESSE AFFAIRES

Les poids lourds nivellent le surplus commercial

RUDY LE COURS

On n'avait pas vu cela depuis 1991, en pleine récession. Le Canada a acheté plus de matériel automobile des États-Unis qu'il ne leur en a vendu.

Cette situation insolite a déjoué les experts, mais a surtout fait fondre à 3,9 milliards seulement le surplus commercial en juillet. Il s'agit de l'excédent le plus faible depuis janvier 2005, rapportait hier Statistique Canada.

Dans l'ensemble, les exportations ont gagné du terrain pour le troisième mois d'affilée, mais la progression des importations a été plus rapide encore, d'où la diminution du surplus de façon générale.

Les livraisons à l'étranger de produits énergétiques, on s'en

doute bien avec les cours records du brut au cours du mois, étaient à la hausse, tout comme celles de biens industriels, de produits agricoles et de machines équipement, des aéronefs en particulier.

Outre les produits forestiers qui cordent les reculs, le ralentissement de 7,2% des livraisons de matériel automobile serait passé inaperçue si elle n'avait été jumelée à l'accélération des importations de matériel roulant sur routes. En juillet, les concessionnaires soldent d'habitude leurs stocks pour faire place aux nouveaux modèles de la rentrée.

Les entreprises canadiennes ont acheté en contrepartie beaucoup plus de camions que d'ordinaire. Les ventes de poids lourds ont connu une poussée de 19,4% pour atteindre un sommet de 1,6 milliard. Du coup, elles ont propulsé de

11,2% les importations de matériel automobile.

« Cela nous a conduits à un déficit net record du commerce de matériel automobile de 932 millions, note Douglas Porter, économiste en chef adjoint chez BMO Marchés des capitaux. C'est le premier déficit depuis 1991 alors que le surplus mensuel moyen était de 800 millions depuis un an. »

Même à 800 millions, il s'agit encore d'une détérioration face aux deux milliards en moyenne des années 2001 et 2002, avant que le huard ne prenne son envol face au billet vert.

L'agence fédérale n'avait aucune explication précise à fournir sur cette singularité sinon qu'elle résulte en partie du lissage de ses données brutes pour tenir compte des variations saisonnières. C'est

ce qu'on appelle la désaisonnalisation en jargon statistique.

Bernard Lupien, analyste des données du commerce international à l'agence fédérale, a précisé à *La Presse Affaires* que, tant du côté export qu'import, les données brutes de juillet reflètent des baisses d'environ 30%, depuis des années. Dans le cas des importations, la baisse était de 19% seulement cette fois-ci à cause du rebond des achats de camions. Le lissage des données a entraîné le déficit statistique.

Plusieurs entreprises choisissent de devancer de quelques mois le renouvellement d'une partie de leurs parcs de véhicules pour échapper quelque temps aux coûts des nouvelles normes antipollution qui entreront en vigueur, dès janvier. Les systèmes de refroidissement et d'échappe-

ment qui équiperont les modèles 2007 sont plus chers en plus d'augmenter de 1% la consommation de carburant.

La hausse des ventes de pétrole et de gaz naturel, d'aéronefs et d'autres machines n'ont pu compenser le déficit du secteur automobile. Résultat, l'excédent avec notre voisin diminue pour un troisième mois d'affilée à 7,9 milliards. Fait à signaler, nos exportations chez l'Oncle Sam ont progressé de 2,4%, mais nos achats de biens américains ont grimpé de 4,1%.

Cela dit, le déficit commercial américain s'est quand même aggravé. Il s'est creusé jusqu'à l'abysse de 68 milliards US, une profondeur inégalée. Le prix du pétrole y est pour beaucoup, mais les entreprises ont vu leurs ventes à l'étranger diminuer alors que, tout comme les consommateurs, elles se sont montrées friandes de biens étrangers.

Tant du côté américain que canadien, les données sur la balance commerciale vont de contenir l'expansion de l'économie au troisième trimestre.

Dans le cas du Canada, il s'agirait du cinquième trimestre d'affilée de la sorte.



Offrez-vous une démonstration gratuite !

POUVOIR S'EXPRIMER ET CONVAINCRE AVEC QUALITÉ ET EFFICACITÉ !

Directeur - Gestionnaire - Professionnel
- Conseiller en développement organisationnel
Individu - Équipe - Unité d'affaires

Vous pouvez développer rapidement et durablement d'excellentes habitudes de communication
Mieux bâtir une relation - Faire passer vos messages - Savoir convaincre
Renforcer votre crédibilité tout en restant authentique

Atelier de communication pratique, Conférences, Programmes et Coaching
sur mesure pour entreprise Vous pouvez essayez la méthode innovante et conviviale
éprouvée depuis plus de 20 ans.

Offrez-vous un cadeau inoubliable !

Tél.: (514) 356-2232 ou www.cmformation.com

CAST Carole Meyer Formation inc.
Spécialiste en communication orale



Carole Meyer
Formatrice agréée



LE CERCLE CANADIEN
MONTRÉAL
THE CANADIAN CLUB



PARTENAIRE PRINCIPAL

Déjeuner-conférence

Lundi 18 septembre 2006, 12h00 à 14h00

La compétitivité en Amérique du Nord: Des technologies intelligentes, des frontières intelligentes, des affaires intelligentes.



Michael J. Sabia
Président et chef de la direction
Bell Canada Entreprises

Hôtel Hyatt Regency Montréal

LA PRESSE

Réservations avant le jeudi 14 septembre, à midi au www.canadianclub-montreal.ca

Non-membre	94,01 \$	(taxes incluses)
Table de 8	733,84 \$	(taxes incluses)
Table de 10	917,30 \$	(taxes incluses)

Pour information 514.398.0333

COMMANDITAIRES DE SAISON

Financière Sun Life

RBC Groupe Financier

3408673 Samson Bélair/Deloitte & Touche

S Un toit rétractable en alliage d'aluminium, un V8 de 288 chevaux, la propulsion arrière et un habitacle soigneusement saturé des plus grandes innovations imaginées à ce jour en matière de luxe. Appelez ou passez chez un concessionnaire pour vivre l'expérience Lexus dès aujourd'hui.

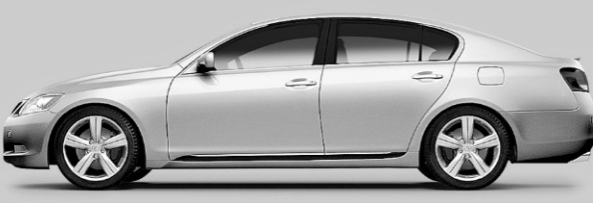
C





À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

GS 430 2006
LOCATION DE 48 MOIS
2,9 %*



SC 430 2006

- Moteur V8 de 4,3 litres • Chaîne audio haut de gamme Mark Levinson^{MD} de 240 watts • Surfaces des sièges en cuir • Contrôle de la stabilité du véhicule • Sièges avant chauffants • Toit rigide escamotable à commande assistée

LOCATION DE 48 MOIS

5,5 %* 998 \$* /MOIS

ACOMPTÉ DE 16 300 \$*

LES TROIS PREMIERS MOIS SONT GRATUITS À LA LOCATION D'UNE LEXUS SC 430 2006 (FN48YP-A) D'UNE DURÉE DE 48 MOIS.**

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

PRESTIGE LEXUS BROSSARD (450) 923-7777 prestige.lexus.ca	SPINELLI LEXUS LACHINE (514) 634-7171 1800 352-6111 spinellilexus.com	LEXUS LAVAL LAVAL (450) 686-2710 1866 709-3713 lexuslaval.ca	SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE POINTE-CLAIRE (514) 694-0771 1877 694-0771 lexuspointeclaire.com	GABRIEL LEXUS ST-LAURENT (514) 747-7777 gabriel.lexus.ca
---	---	--	---	--

3426145A

Modèles Lexus neufs SC 430 2006 (FN48YP-A)/GS 430 2006 (BN96ST-A) à un PDSF de 93 050 \$/74 700 \$ respectivement. Frais de transport et de préparation (1 775 \$), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Les concessionnaires Lexus peuvent établir leurs propres prix au détail. *Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offres de durée limitée valides à la location d'un modèle neuf Lexus SC 430 2006 (FN48YP-A)/GS 430 2006 (BN96ST-A). Location basée sur un terme de 48/48 mois, à 5,5 %/2,9 % et PDSF de 93 050 \$/74 700 \$. Paiement mensuel de 998,47 \$/820,87 \$ avec acompte de 16 300 \$/10 000 \$, ou échange équivalent, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 0 \$/0 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 96 000/96 000 km. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus peuvent établir leurs propres prix de location. **Les trois premiers mois sont gratuits à la location d'un modèle Lexus SC 430 2006 (FN48YP-A) d'une durée de 48 mois. 6 modèles disponibles à la mise sous presse. Pour les contrats de location de moins de 48 mois, les achats faits par financement et les achats au comptant, une réduction basée sur un contrat de location de 48 mois, sans acompte (0 \$), s'appliquera. Taux de location utilisé : 4,9 %. Taxes comprises. Les paiements mensuels commencent dès le début du quatrième mois. L'offre s'applique à l'inventaire en stock des concessionnaires et ne peut être combinée à aucune autre offre. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

Garda poursuit sur sa lancée

PRESSE CANADIENNE

Garda World, qui se spécialise dans les services de sécurité et le transport de valeurs, a vu son bénéfice net du deuxième trimestre grimper de 60 % pour s'établir à 5,05 millions de dollars alors que ses ventes ont crû de 179 % à 164,99 millions.

Ces résultats ont fait progresser son titre de 5,5 % à Toronto, l'action s'échangeant à 23,90 \$ à la clôture des marchés, en hausse de 1,25 \$.

Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, le bénéfice net de Garda avait été de 3,15 millions et les ventes, de 59,18 millions.

Par action, le bénéfice net de la période de trois mois terminée le 31 juillet dernier s'est élevé à 17 cents (dilué), comparativement à 12 cents un an auparavant.

Solide croissance

« Ces résultats témoignent d'une solide croissance attribuable à l'obtention de nouveaux contrats, aux activités d'exploitation de nos récentes acquisitions et à la rétention de nos clients.

Dans ce contexte de croissance soutenue, Garda présente une situation financière saine et solide avec de bons flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation », a souligné le vice-

président principal de Garda World, Alain Dumont.

Les ventes de la compagnie au Canada s'élèvent à 105,01 millions pour le dernier trimestre terminé, comparativement à 59,18 million pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que les ventes aux États-Unis et autres ont atteint 59,98 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet dernier.

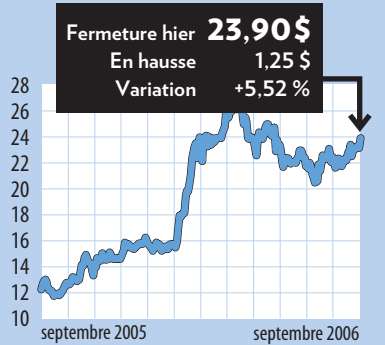
« À la lumière des résultats de ce deuxième trimestre, nos actionnaires pourront constater que nos activités aux États-Unis se déroulent tel que planifié. Nous avons la latitude financière et opérationnelle pour envisager des projets d'expansion et

continuer le développement de nos deux principales plateformes sur le marché des États-Unis », a insisté le PDG, Stéphane Crétier.

Lundi, Garda a annoncé l'acquisition de deux sociétés de transport de valeurs du Midwest américain et laissé savoir que les discussions pour l'achat d'une troisième étaient avancées.

La firme montréalaise est l'un des plus importants fournisseurs de services de sécurité, d'enquête et de transport de valeurs d'Amérique du Nord. L'entreprise est responsable de la sécurité dans les aéroports de Toronto et Montréal, entre autres.

GARDA EN BOURSE (GW Toronto)



Source : Bloomberg

ON POURRAIT VOUS PARLER DE LONG EN LARGE DE SA FIABILITÉ OPTIMALE.

Le système x3500 Express IBM avec Processeurs Intel^{MD} Xeon^{MD} bicœurs est conçu pour vous aider à optimiser la fiabilité. Ainsi, dans l'éventualité d'une défaillance potentielle du matériel, la fonction de diagnostic à affichage lumineux IBM peut vous en informer. Rapidement. Afin que vous puissiez vous en occuper. Rapidement.

Avec IBM, l'innovation est intégrée. C'est aussi simple que ça.

Système x3500 Express IBM

Idéal comme serveur Web et pour la messagerie et la collaboration, ou les applications d'affaires.

À partir de **2 674 \$*** ou **73 \$/mois¹**

Jusqu'à deux Processeurs Intel Xeon bicœurs 5050 cadencés à 3 GHz avec deux mémoires cache de niveau 2 de 2 Mo

Mémoire hautes performances allant jusqu'à 48 Go, cadencée à 667 MHz

Disque dur SAS remplaçable à chaud allant jusqu'à 2,4 To ou disque dur SATA remplaçable à chaud allant jusqu'à 4 To

Niveaux RAID 0, 1 et 5 en standard et système d'alimentation redondante

Fonction de diagnostic à affichage lumineux qui identifie les défaillances du matériel

Garantie limitée : trois ans avec service sur place²


IBM^{MD}

Système x3650 Express IBM
 À partir de **2 819 \$*** ou **77 \$/mois¹**

Processeur Intel Xeon bicœur 5050 cadencé à 3 GHz avec deux mémoires cache de niveau 2 de 2 Mo

Mémoire hautes performances allant jusqu'à 48 Go utilisant 12 connecteurs DIMM

Serveur deux voies en armoire 2U

Fonction d'analyse prédictive des pannes (Predictive Failure Analysis) et fonction de diagnostic à affichage lumineux permettant d'identifier rapidement les défaillances du matériel

Garantie limitée : jusqu'à trois ans avec service sur place²

Serveur lame BladeCenter^{MD} HS20 Express IBM
 À partir de **2 241 \$*** ou **62 \$/mois¹**

Jusqu'à deux Processeurs Intel Xeon cadencés à 3,8 GHz avec mémoire cache de 2 Mo

Jusqu'à 14 lames par châssis

Soutien des applications 32 bits et 64 bits

Logiciel IBM Director permettant de contrôler l'utilisation et les performances³

Garantie limitée : un an avec service sur place²

Outil Systems Advisor IBM offert gratuitement

Indiquez à l'outil Systems Advisor IBM quels sont vos besoins en TI. Il personnalisera automatiquement le serveur ou le système de stockage qui vous convient.

ibm.com/systems/ca/fr/innovation41

1 866 872-3902 Mentionnez 104CE40A

3426141

*Tous les prix indiqués sont des prix de vente au détail d'IBM qui étaient exacts en date du 15 juin 2006. Les prix peuvent varier selon la configuration. Étant donné que les revendeurs fixent eux-mêmes leurs prix, les prix qu'ils demandent aux utilisateurs finals peuvent être moindres. Les produits sont offerts en fonction de leur disponibilité. Le présent document a été rédigé pour les produits offerts au Canada. Il se peut qu'IBM n'offre pas dans d'autres pays les produits, les caractéristiques ou les services dont il est question dans le présent document. Les prix peuvent changer sans préavis. Il est possible que les prix de départ ne tiennent pas compte du disque dur, du système d'exploitation ou d'autres caractéristiques. Contactez votre représentant IBM ou votre partenaire commercial IBM pour obtenir les plus récents prix offerts dans votre région. 1. Les offres de Financement mondial IBM s'adressent aux clients du secteur public et aux clients commerciaux admissibles par l'entremise de IBM Credit LLC au Canada et d'autres filiales et divisions IBM à travers le monde. La mensualité indiquée est fournie à des fins de planification seulement et peut varier en fonction de la solvabilité du client et d'autres facteurs. Elle est fondée sur une location à la juste valeur marchande de 36 paiements mensuels. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Les taux et les offres peuvent être changés, prolongés ou retirés sans préavis. 2. Les produits matériels d'IBM sont fabriqués à partir de pièces neuves, ou à partir de pièces neuves et de pièces usagées en bon état. Sans égard à ce qui vient d'être énoncé, les conditions de notre garantie s'appliquent. Pour obtenir une copie des garanties de produits applicables, veuillez écrire à : Warranty Information, P.O. Box 12195, RTP, NC 27709, Attn: Dept. JUA/B203. IBM ne se tient aucunement responsable des produits et des services d'autres fabricants, ni ne les garantit, y compris ceux étant définis comme ServerProven ou ClusterProven. L'assistance téléphonique peut occasionner des frais supplémentaires. Relativement au service sur place, IBM tentera de diagnostiquer et de résoudre à distance tout incident avant d'envoyer un technicien sur place. La garantie avec service sur place couvre uniquement certains composants. 3. L'installation d'IBM Director est requise. Il est possible d'acheter séparément les produits inclus avec les serveurs et systèmes de stockage Express IBM, IBM, le logo IBM, eServer et xSeries sont des marques de commerce ou des marques déposées d'International Business Machines Corporation aux États-Unis, utilisées sous licence par IBM Canada Ltée. Intel, Intel Inside, le logo Intel Inside, Intel Xeon, Xeon Inside, Pentium et Pentium Inside sont des marques de commerce ou des marques déposées d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et (ou) dans d'autres pays. Tous les autres noms de produit ou marques appartiennent à leurs détenteurs respectifs. © IBM Corp., 2006. © IBM Canada Ltée, 2006. Tous droits réservés.

LA PRESSE AFFAIRES

Conférence du président de la Banque Nationale à Toronto

Timides financièrement, les Québécois, dit Réal Raymond

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

Les Québécois sont encore un peu timides avec la gestion de leurs épargnes personnelles, au lieu de les faire fructifier le plus possible, estime le président et chef de la direction de la Banque Nationale, Réal Raymond.

Par conséquent, plusieurs Québécois d'âge mûr se retrouvent ces années-ci en situation de « rattrapage financier » à l'approche de la retraite. Les épargnants québécois s'en tiennent davantage que leurs voisins ontariens, par exemple, à des placements moins risqués, comme des titres à revenus fixes », a indiqué M. Raymond lors d'un séminaire bancaire à Toronto, hier.

« Et l'une des conséquences, ces dernières années, c'est que les Québécois ont obtenu des rendements

inférieurs de leurs épargnes. La situation change, mais les Québécois sont encore en rattrapage en ce qui concerne la gestion des finances personnelles. »

Le président de la Banque Nationale a fait ce commentaire en réponse à une question d'un analyste à propos du « taux d'épargne inférieur au Québec ».

Selon M. Raymond, l'une des explications de cet écart entre le Québec et l'Ontario, notamment, tiendrait d'abord au fait que le revenu personnel disponible (après impôt) des Québécois demeure inférieur à celui de leurs voisins ontariens.

Mais aussi, a expliqué le président de la Banque Nationale, les Québécois obtiennent un rendement moindre de leurs épargnes et de leurs placements parce qu'ils hésitent à investir dans la portion « plus agressive » de tout portefeuille.

En contrepartie, Réal Raymond a souligné que les Québécois étaient

moins audacieux en ce qui a trait au financement d'actif à long terme, comme l'achat d'une propriété.

« En général, le niveau de comptant par rapport à la valeur de l'hypothèque est un peu plus élevé au Québec que ce que l'on observe en Ontario », a dit le président de la Nationale.

Et de son point de vue de banquier, cette prudence financière des Québécois pour leur principal actif immobilier contribue à un « portefeuille de prêts moins risqués », a souligné M. Raymond.

Cette prudence financière se retrouve aussi chez les dirigeants de PME au Québec, une importante clientèle pour la banque. « Par exemple, on s'attendait à ce que l'impact de la hausse du dollar sur les PME exportatrices serait plus important qu'il s'est avéré jusqu'à maintenant, ce qui aurait pu détériorer davantage notre portefeuille de prêts. »

Solides perspectives d'emploi prévues au Canada

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les employeurs canadiens ont l'intention d'accroître leurs effectifs à un rythme un peu plus élevé au cours des trois prochains mois. C'est ce qu'indique une enquête de l'entreprise de services d'emplois Manpower sur les perspectives d'emploi.

Dans le secteur de la construction, les employeurs s'attendent à une amélioration du taux net d'emploi potentiel de 22 % au pays par rapport au trimestre précédent et de huit points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.

Pour l'ensemble des secteurs, l'enquête menée auprès de plus de 1700 employeurs canadiens révèle que 26 % d'entre eux planifient d'engager du personnel, alors que 8 % envisagent de réduire l'effectif.

Par contre, 63 % des répondants n'envisagent aucun changement et 3 % n'ont pas encore fixé leurs intentions en matière de dotation.

Par ailleurs, le climat de recrutement dans l'Ouest canadien et le Canada atlantique apparaît meilleur que les prévisions nationales.

Les employeurs au Québec expriment, pour leur part, des intentions de recrutement plus faibles mais ils sont malgré tout pleins d'espoir.

Avantages sociaux ou salaire: les Québécois divisés

PRESSE CANADIENNE

Pour les Québécois, les avantages sociaux et les vacances pèsent lourd dans la balance en matière de négociation salariale.

Selon un sondage national d'ADP Canada sur le jour de paie, publié hier, plusieurs Québécois oscillent entre demander de meilleurs avantages sociaux (36 %) ou réclamer plus d'argent (33 %) lors d'une négociation salariale.

Cette ambivalence n'est pour-

tant pas partagée par leurs compatriotes des autres provinces alors que près de la moitié (43 %) opteraient pour une augmentation de salaire en premier lieu plutôt que pour des avantages sociaux (31 %).

Le sondage révèle aussi que les Québécois sont davantage portés à demander plus de vacances que leurs pairs des autres provinces (22 % comparativement à 16 %). Cette préférence s'affiche particulièrement chez les Québécois âgés entre 35-54 ans.



JE NE CHERCHE PAS.
J'AI DÉJÀ CHOISI.

LES FILS **RSS**.
VOS CHOIX DE NOUVELLES.

cyberpresse.ca

cyberpresse.ca/rss

3423301



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

INFORMER. ENCADRER. PROTÉGER.

NOUS VOUS AIDONS À Y VOIR PLUS CLAIR

Face à certains types de produits ou de services financiers, il arrive que vous ne sachiez plus où donner de la tête. Vous cherchez des renseignements? Consultez notre site Web ou appelez-nous. Dans le cadre de notre mandat, nous ferons une lecture objective et transparente des sujets qui vous préoccupent.

Québec : 418.525.0311 _ Montréal : 514.395.0311 _ Sans frais : 1.866.526.0311 _ www.lautorite.qc.ca



FRANCHISES DISPONIBLES

Nouveaux sites au centre-ville de Montréal
Édifice à bureaux et pignon sur rue.
Baux à long terme.
Capital requis : 100 000 \$ à 150 000 \$

SESSION D'INFORMATION

le 20 septembre à 19 h 00

Nous vous invitons à une **session d'information bilingue** sur nos franchises disponibles au **centre-ville de Montréal**, qui se tiendra à l'hôtel Delta, **475 Président Kennedy à Montréal**, salle **Vivaldi**.

Profitez-en, ça vaut le déplacement !

Pour en **savoir davantage** et pour vous **inscrire**, communiquez avec madame **Johanne Crevier** au (514) **593-7722** poste 2307 ou à jcrevier@vanhoutte.com

3427289A

LANCEMENT DE LA SAISON

2006-2007 DE RÉSEAU CAPITAL



Le 19 septembre 2006

De 15h à 18h30

Au Hyatt Regency Montréal

1255, rue Jeann-Mance — Grand Salon B

En première partie, un séminaire animé par **Hubert Manseau**, associé principal senior à Multiple Capital :

Le point sur le rendement du capital de risque au Canada

Une présentation percutante de **Dr Gilles Duruflé** contenant

des données et des observations inédites sur l'industrie.

En seconde partie, le **cocktail de la rentrée**.

Avec les investisseurs et les professionnels de l'industrie du capital de risque et du placement privé

Renseignements: (514) 334-9688



BMO Banque de Montréal
4845 Corporation d'investissement en capital

Desjardins
Capital de risque

ERNST & YOUNG
La qualité dans tout ce que nous faisons

FONDS
de solidarité FTQ
La force du travail

FMC
FRASER MILNER CASGRAIN

MCMILLAN BINCH MENDELSON
Collaboration spéciale

CVCA

2006

3427388A

LA PRESSE AFFAIRES

Les plants de fraises interdits d'exportation aux États-Unis

JACQUES BENOIT

L'embargo décrété par les États-Unis le 16 août sur les expéditions de pommes de terre en provenance du Canada, notamment du Québec et de l'Ontario, touche aussi de nombreuses autres cultures, dont les plants de fraises, de framboises, d'asperges et les fleurs en pot.

« Tout ce qui comporte de la terre est bloqué aux frontières américaines », explique Éliane Hamel, porte-parole de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Cependant, poursuit-elle, tous les légumes qui sont lavés avant d'être exportés, à l'exception encore là des pommes de terre, peuvent être exportés sur le marché des États-Unis.

C'est à la suite de la découverte d'un parasite des végétaux — le nématode doré, par l'Agence canadienne d'inspection des aliments — que l'embargo a été décrété.

Quoiqu'il ne présente pas de risque du point de vue santé, le nématode doré peut toutefois entraîner une diminution de plus de 75 % du rendement de nombreuses cultures, dont la pomme de terre et la tomate.

Les plus inquiets des producteurs du Québec semblent être ceux, peu nombreux, de l'Association des producteurs de multiplicateurs de plants de fraises et de framboises certifiés du Québec.

Au nombre de trois seulement, ceux-ci exportent d'habitude

quelque « 30 à 40 millions de plants de fraises » par année aux États-Unis, avec comme principal client, et de loin, la Floride, signale le président de cet organisme, Luc Lareau, également président des Pépinières Lareau, de Lavaltrie.

« La Floride, dit-il, c'est pour nous, les exportateurs, des exportations de 5 à 10 millions US selon les années, et environ 65 % de notre chiffre d'affaires. »

Normalement, précise-t-il, les exportations vers cet État commencent « dans deux semaines »

« Les gens pensent que c'est seulement la pomme de terre qui est touchée par l'embargo. La source du problème vient de là, mais la pomme de terre, c'est peut-être seulement la pointe de l'iceberg. »

et s'évaluent sur environ un mois et demi, le Québec y exportant « de 12 à 15 variétés de fraises ».

L'embargo remet tout cela en question... alors que ces trois producteurs emploient ensemble quelque « 500 à 600 personnes ».

Il ajoute : « Les gens pensent que c'est seulement la pomme

de terre qui est touchée par l'embargo. La source du problème vient de là, mais la pomme de terre, c'est peut-être seulement la pointe de l'iceberg. C'est la bombe atomique pour nos fermes. Est-ce qu'on pourra survivre à ça ? »

Cependant, poursuit-il, le ministère fédéral de l'Agriculture a prélevé des échantillons des sols de ses producteurs, et doit les faire analyser avant de faire des représentations auprès du ministère de l'Agriculture des États-Unis.

« Nos sols sont déjà désinfectés », dit Luc Lareau.

Les horticulteurs qui se spécialisent dans la production de fleurs, dont Serres Flora Plus, de Laval, sont eux aussi touchés, notamment en ce qui regarde les chrysanthèmes d'automne normalement exportés en pots, et qui sont des annuelles.

« Ces fleurs représentent de 10 à 15 % du chiffre d'affaires des producteurs, et on exporte d'habitude à peu près 60 % de la production », indique le directeur général de Serres Flora Plus, Stéphane Gaul.

L'entreprise a eu mardi dernier un semi-remorque de chrysanthèmes bloqué à la frontière.

Toutefois, ajoute-t-il, après analyse du substrat dans lequel elles étaient plantées, ne comportant pas de terre, la douane des États-Unis a permis leur entrée dans le pays voisin.

LA PRESSE

**Médiattech**

Papier d'impression numérique grand format

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

Bien établie à Laval, Médiattech est une importante entreprise spécialisée dans la distribution de média d'impression numérique grand format.

Profil recherché:

- Expérience pertinente dans notre secteur d'activité souhaitable;
- Sens développé du service à la clientèle;
- Autonome, discipliné et ambitieux;
- Bilinguisme essentiel;
- Posséder une automobile;
- Être axé sur les résultats;
- Avoir un minimum de 3 ans d'expérience dans la vente;
- Connaissance du domaine des arts graphiques, un atout.

Nous vous offrons:

- Salaire de base et commissions plus que compétitifs;
- Une association avec une entreprise sérieuse, professionnelle et gagnante.

Comment postuler:

Faire parvenir votre curriculum vitae:

- Par courriel: emploie@mediatech.ca
- Fax: 450-622-4537

Nous communiquerons uniquement avec ceux dont la candidature sera retenue pour une entrevue.

3427764

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com



Offre unique de dirigeants et exécutifs par intérim, **LE GROUPE OSBORNE** facilite la résolution des défis de gestion

CADRES CONTRACTUELS

Le Groupe Osborne est une équipe nationale d'exécutifs seniors aptes à s'intégrer, dans les délais les plus brefs, aux équipes de direction qui se retrouvent temporairement à court de ressources humaines adéquates.

Les bureaux de Montréal et d'Ottawa sont à la recherche de cadres autonomes, intéressés à travailler en équipe. Les cadres recherchés doivent posséder une expérience importante de gestion senior dans les secteurs privé, parapublic ou public ainsi que les critères suivants:

- 20 ans d'expérience diversifiée en affaires dont au moins 8 au niveau de cadre supérieur;
- être capables et disposés à développer une clientèle.

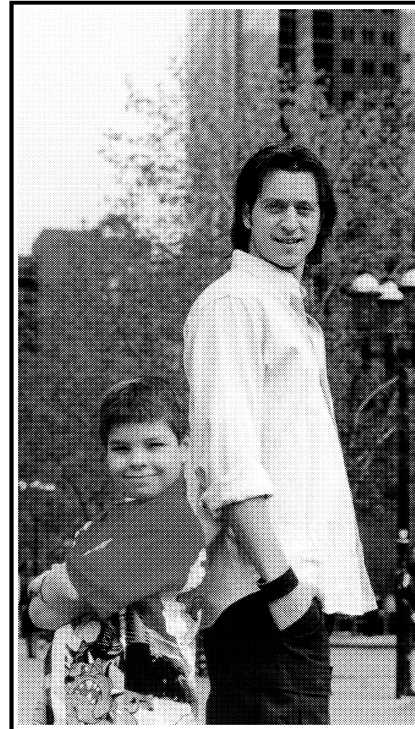
Si ce défi vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confidentialité, avant le 30 septembre 2006 à notre section recrutement. Veuillez prendre note que seuls les candidats sélectionnés pour une entrevue seront contactés.

Télécopieur: (514) 989-0240
Courriel: montreal@osborne-group.com

Pour en savoir plus sur Le Groupe Osborne, consulter notre site web au **www.osborne-group.com**

Colombie-Britannique Alberta Ontario Québec

3426646



**Grands Frères
Grandes Sœurs
du Grand Montréal**

UNE PRÉSENCE FAIT
TOUTE LA DIFFÉRENCE

DEVENEZ MENTOR

Tél : (514) 842-9715
www.gfgsmtl.qc.ca

BIGF1



CALDWELL

Chef stratégique éclairé

Vous possédez des compétences techniques dans le domaine de la trésorerie et vos collègues vous considèrent comme une personne aux talents innés de chef. Voici l'occasion de faire partie d'une des équipes de trésorerie les plus complexes au pays et d'évoluer au sein d'une grande organisation professionnelle extrêmement dynamique. Révélez toutes vos aptitudes, tant sur le plan des emprunts que celui des prêts à titre de . . .

CHEF STRATÉGIQUE DE LA TRÉSORERIE

Vous développez des relations dans la communauté financière au Canada et ailleurs dans le monde alors que vous participez à la gestion des fonds d'investissement de l'organisation et de son important financement par emprunt. Vous analysez les éléments d'actif, les taux de change, les taux d'intérêt et les instruments financiers dérivés. Vous assurez une solide fonction opérationnelle de négociation. Vous supervisez la gestion du risque lié au financement à court et à long terme.

Chef de trésorerie aux compétences confirmées, tant sur le plan technique qu'en matière de gestion des ressources humaines, vous possédez les antécédents, les relations et la motivation nécessaires pour atteindre le sommet ultime de votre profession. Nous vous proposons aujourd'hui le moyen le plus rapide et le plus sûr d'y parvenir. Le bilinguisme constitue un atout. La Société Caldwell Internationale assure la confidentialité de toutes les réponses qui lui sont transmises. Pour postuler, veuillez indiquer le numéro de projet 8205 dans la section Opportunités du site Web www.caldwell.ca ou encore communiquez par courriel à l'adresse resumes@caldwell.ca.

LA SOCIÉTÉ CALDWELL

TORONTO · CALGARY · HALIFAX · OTTAWA · VANCOUVER · MONTRÉAL · WINNIPEG

3426069A

Centre de santé et de services sociaux de Témiscaming-et-de-Kipawa



Le Centre de santé et de services sociaux de Témiscaming-et-de-Kipawa se situe à la frontière de l'Ontario, soit à environ 450 km au nord d'Ottawa et de Toronto et à 230 km au sud de Rouyn-Noranda. Il se trouve dans la ville de Témiscaming entre les majestueux lacs Témiscamingue et Kipawa. Il dessert une population francophone, anglophone et autochtone d'un peu moins de 4 000 habitants et fait partie de la MRC de Témiscamingue.

C'est un établissement qui abrite sous un même toit, un service d'urgence, une unité de soins de courte durée (6 lits), une unité de soins de longue durée (14 lits) et des services de première ligne. Il a implanté un Groupe de Médecine de Famille et est accrédité avec le Conseil Canadien d'Agrément depuis 1997.

Nous recherchons des professionnels pour combler certains postes. Les personnes recherchées doivent être bilingues et membres en règle de leur Ordre Professionnel respectif.

À la rémunération et aux avantages sociaux se greffe une prime de disparité régionale. L'établissement offre aussi une aide financière à l'installation.

Description

PSYCHOLOGUE

Poste à temps complet
35 h/semaine présentement vacant

- Détenir un diplôme universitaire de deuxième cycle en psychologie.
- Posséder une expérience professionnelle d'au moins un (1) an.
- Être disponible à effectuer des périodes de garde en services de première ligne les fins de semaine.

TECHNICIEN(NE) EN RÉADAPTATION PHYSIQUE

Pour combler un congé de maternité
Garantie d'un (1) an. - 35 h/semaine

- Détenir un diplôme de fin d'études collégiales avec spécialisation en réadaptation d'une école reconnue par le ministère de l'Éducation.

INFIRMIÈRE - Liste de rappel

Garantie 7/14

- Détenir un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en soins infirmiers.

INFIRMIÈRE CLINICIENNE

- Services 1^{re} ligne / Liste de rappel
Garantie 7/14

- Détenir un baccalauréat en soins infirmiers.

Les professionnels intéressés sont priés d'acheminer leur candidature avant 16 h le 29 septembre 2006 à:

M. Gary Crossley
chef des ressources humaines
CSSS de Témiscaming-et-de-Kipawa
180, rue Anvik, C.P. 760
Témiscaming (Québec) J0Z 3R0

Téléphone: (819) 627-3385 poste 1221
Télécopieur: (819) 627-3629
Courriel: gary__crossley@ssss.gouv.qc.ca

3426800

La Scotia sonde la Thaïlande et l'Asie

LAURENT MALESPINE
BLOOMBERG

La Banque Scotia, troisième institution bancaire canadienne, cherche à investir en Thaïlande et dans d'autres régions de l'Asie, a confié hier son président, Richard Waugh.

M. Waugh, qui a fait cette déclaration hier à l'issue d'une rencontre à Bangkok avec le ministre des Finances Thanong Bidaya, a cependant refusé de donner plus de détails.

« Nous sommes présents en Thaïlande depuis plus de 25 ans et nous sommes toujours à la recherche d'occasions d'affaires, a dit M. Waugh à la presse. Nous sommes

toujours à la recherche d'occasions d'affaires en Asie et en Thaïlande. »

La Banque Scotia a consacré depuis 2000 plus de 1 milliard US à l'acquisition d'institutions bancaires, surtout en Amérique latine, pour compenser le ralentissement de sa croissance au Canada. Elle a affiché un bénéfice de 936 millions pour le trimestre bouclé le 31 juillet, en hausse de 19 % par rapport à la même période un an plus tôt. Il s'agissait de son 13^e gain consécutif en autant de trimestres, largement attribuable à la solidité de ses revenus en Amérique latine.

La Scotia entend « sérieusement » faire d'autres acquisitions à l'étranger, a déclaré M. Waugh, durant une téléconférence en compagnie d'investisseurs. Il a cependant refu-

sé de commenter plus avant.

Le chiffre d'affaires de la banque s'est apprécié de 11 % pour atteindre les 2,99 milliards au cours du trimestre bouclé le 31 juillet. Ses activités bancaires à l'étranger, principalement au Mexique, au Pérou et en Amérique centrale, ont dégagé un bénéfice en hausse de 22 %. La Scotia prévoit tirer cette année plus du quart de ses revenus nets de ses activités étrangères, comparativement à 19 % en 2000.

En mars dernier, la Scotia a acquis deux banques péruviennes, une transaction globale de 390 millions US qui en fait maintenant la troisième institution bancaire du Pérou. En juin, elle a conclu une entente d'environ 330 millions en vue de l'acquisition de Corporacion Inter-

fin SA, propriétaire de la plus grande banque privée du Costa Rica.

L'appel de la Thaïlande

La Scotia est, depuis au moins 1999, considérée comme un investisseur potentiel dans le secteur bancaire thaïlandais. En octobre 1999, *The Nation* et d'autres journaux du pays soutenaient que la Scotia avait soumis une offre d'achat auprès de Siam City Bank, une institution placée sous la tutelle du gouvernement depuis la débâcle financière de 1997. En 2004, la presse thaïlandaise rapportait que la Scotia lorgnait Bank of Asia plc, alors filiale du groupe ABN Amro Holding NV. C'est United Overseas Bank, de Singapour, qui a mis la main sur Bank of Asia.

En janvier 2006, on a aussi laissé entendre que la Scotia souhaitait acquérir une participation dans Bank of Ayudhya, sixième prêteur en Thaïlande. L'institution a finalement conclu le mois dernier avec la filiale asiatique des services financiers de General Electric une entente de 22 milliards de baht (584 millions US) portant sur une participation de 25,4 %.

Le PDG de Bristol-Myers limogé

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le PDG du groupe pharmaceutique Bristol-Myers Squibb, Peter Dolan, a été limogé par son conseil d'administration hier, et remplacé comme PDG par intérim par James Cornelius.

M. Dolan, 50 ans, était à la tête du groupe new-yorkais depuis septembre 2001.

M. Cornelius, 62 ans, siégeait au conseil d'administration de BMS depuis janvier 2005. Il a aussi notamment été le président du conseil d'administration et le PDG par intérim du groupe d'appareillages cardiaques Guidant de septembre 2004 à avril dernier.

À la Bourse de New York, l'action de Bristol-Myers Squibb a pris 93 cents US, ou 4 %, à 24,32 \$US hier.

Le conseil d'administration du groupe pharmaceutique Bristol-Myers Squibb avait été prié de limoger son PDG par un contrôleur délégué par la justice fédérale, qui reprochait au groupe d'avoir enfreint un accord passé avec la justice concernant des pratiques comptables irrégulières.

Le contrôleur, l'ancien juge Frederick Lacey, avait exigé le limogage de M. Dolan sous peine de sanctions judiciaires. Ce contrôleur était chargé de surveiller l'application d'un accord passé entre le groupe et le ministère de la Justice du New Jersey, à la suite d'une enquête qui avait montré que le groupe avait gonflé artificiellement son chiffre d'affaires.

M. Lacey a reproché notamment à Bristol-Myers la manière dont le groupe, alors qu'il est sous surveillance de la justice, a mené des actions pour retarder la sortie d'un médicament générique de son produit vedette, l'anticoagulant Plavix, qu'il commercialise aux États-Unis avec le groupe français Sanofi-Aventis.

Le Plavix, le médicament vedette du laboratoire français et de son partenaire américain, est au centre d'une bataille judiciaire sur la validité du brevet avec le fabricant de génériques canadien Apotex.

Sanofi et BMS ont entamé en 2004 une action contre Apotex pour faire valoir leurs droits. Un procès les opposant doit reprendre en janvier.

Apotex a toutefois lancé son générique en août et a réussi à prendre 60,2 % du marché du Plavix avant qu'un juge américain ne lui interdise, le 31 août, de continuer la commercialisation.

En raison de cette concurrence, Sanofi-Aventis et Bristol-Myers avaient tous deux récemment révisé à la baisse leurs prévisions de résultats pour 2006.

Apple mise sur le cinéma pour rebondir

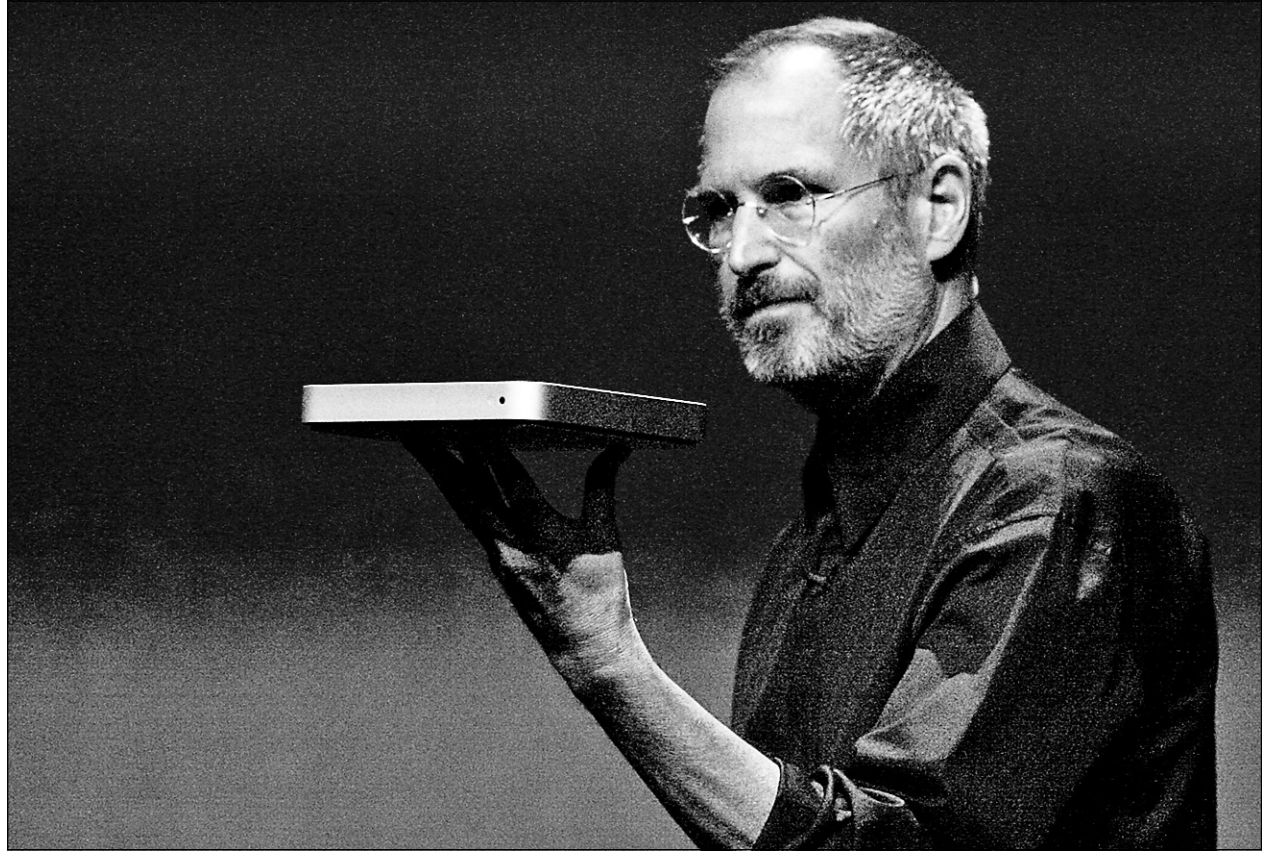


PHOTO KIMBERLY WHITE, BLOOMBERG NEWS ©

Apple s'est lancé sur le marché prometteur de la vente de films sur Internet, pour l'instant uniquement ceux des studios Disney, à visionner sur de nouveaux modèles de son baladeur iPod ou même un téléviseur de salon, afin de devancer son éternel rival Microsoft. Lors d'une conférence de presse très attendue, le PDG d'Apple, Steve Jobs (notre photo), a annoncé hier que les internautes pourraient télécharger sur le site iTunes, leader actuel du téléchargement de musique, les films des studios Disney et de ses filiales (Pixar, Touchstone, Miramax) pour moins de 15 \$US. « Nous proposons dès aujourd'hui 75 films sur le site iTunes (le site de téléchargement de musique d'Apple) et nous en ajouterons davantage chaque mois », a précisé M. Jobs, y compris les nouveautés comme les films *Pirates des Caraïbes (2)* et le film d'animation *Cars*. Les nouveaux films, qui seront disponibles le jour de leur sortie en DVD, seront vendus au prix d'appel de 12,99 \$ la première semaine puis 14,99 \$ par la suite. Les films du catalogue, plus anciens, seront eux vendus 9,99 \$ pièce, a précisé M. Jobs. Comme pour la musique, où le groupe domine le marché à la fois du téléchargement de chansons et des baladeurs pour les écouter, Apple a lancé hier de nouveaux modèles d'iPod vidéos et prépare un appareil qui permettra de regarder les films téléchargés sur une télévision.

Bikini Village rentable

PRESSE CANADIENNE

Le Groupe Bikini Village a réalisé un profit net de 1,78 millions de dollars, ou 0,01\$ par action, au trimestre d'été, qui a pris fin le 29 juillet. Ses ventes pour la période ont totalisé 14,07 millions.

Au trimestre correspondant l'an dernier, la société qui exploite des boutiques de maillots de bain avait plutôt déclaré une perte de 11,92 millions, ou 0,67\$ par action, sur des revenus de 15 millions.

Ce résultat tenait cependant compte d'une perte de 13,1 millions liée à sa filiale Les Ailes de la Mode, qui a été vendue depuis.

L'amélioration de la situation financière de Bikini Village au trimestre camoufle une diminution de 4,2% des ventes de ses magasins comparables. Selon la direction, cette baisse est toutefois entièrement attribuable au temps gris de l'été.

RÉSULTATS FINANCIERS										
		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION		
		Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	
20-20 Technologies Inc. (TWT / TSX)	31 juil. - 3 ^e trim.	14 864	10 699	39	677	1 539	-56	0.04	0.08	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec										
	9 mois	43 040	29 625	45	3 197	3 232	-1	0.17	0.19	
Brick Brewing Co. Ltd. (BRB / TSX)	31 juil. - 2 ^e trim.	23 730	17 879	33	962	1 350	-29	0.05	0.07	
Aliment./Boissons, Ontario										
	6 mois	39 838	31 311	27	1 087	2 102	-48	0.06	0.11	
Garda World Security Corp. (GW / TSX)	31 juil. - 2 ^e trim.	165 986	59 175	181	5 049	3 150	60	0.18	0.12	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec										
	6 mois	302 626	111 033	173	9 547	6 254	53	0.35	0.24	
Groupe Bikini Village Inc. (GBV / TSX)	29 juil. - 2 ^e trim.	14 069	14 998	-6	1 776	(11 920)	—	0.01	(0.67)	
Détail, Québec										
	6 mois	22 562	22 699	-1	1 759	(14 759)	—	0.02	(0.85)	
Inscape Corp. (INO / TSX)	31 juil. - 1 ^{er} trim.	20 478	23 483	-13	322	(421)	—	0.02	(0.03)	
Ménages/Consomm./Cosmét., Ontario										
Intrawest Corp. (ITW / TSX)	30 juin - 4 ^e trim.	445 200	532 300	-16	(24 273)	(19 200)	—	(0.49)	(0.40)	
Loisirs/Voyages/Hôtels, C.-B.										
	12 mois	1 610 400	1 618 400	0	115 210	32 815	251	2.37	0.69	
Q9 Networks Inc. (Q / TSX)	31 juil. - 3 ^e trim.	11 976	10 002	20	916	688	33	0.05	0.03	
Ordi./Électron./Logiciels, Ontario										
	9 mois	34 014	26 839	27	2 245	602	273	0.11	0.03	
Sobeys Inc. (SBY / TSX)	5 août - 1 ^{er} trim.	3 306 1003	270 100	1	49 900	48 200	4	0.77	0.74	
Aliment./Boissons, Nouvelle-Écosse										
Tecsys Inc. (TCS / TSX)	31 juil. - 1 ^{er} trim.	7 824	7 801	0	(174)	21	—	(0.01)	0.00	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec										
Source: CNW Group										

Inscrivez-vous au site
www.lapresseaffaires.com
et découvrez une foule d'informations sur les entreprises
inscrites en bourse.

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

REVUE BOURSIÈRE

Toronto remonte... un peu

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Un gain de plus de 100 points a été écorné, hier, alors que le secteur de l'énergie a encore une fois plombé la Bourse de Toronto. Le S&P/TSX a néanmoins gagné 22,34 points (0,2 %) à 11 678,91 après être passé brièvement en territoire négatif durant la séance. Lundi, l'indice avait largué 213 points.

Les hydrocarbures et autres titres de l'énergie apportent environ 30 % de toute sa valeur boursière à Bay Street, de sorte que « le coupable, c'est le pétrole », a commenté John Kinsey, de la maison Caldwell Securities. « On dirait que la tendance apporte de la crainte pour les ressources naturelles. »

Le dollar canadien a gagné 0,16 cent à 89,33 cents US, après avoir touché un moment les 89,53 cents US, suite notamment à un bilan jugé décevant de l'import-export de marchandises, en juillet.

À la cote new-yorkaise, le brut léger pour octobre a dégringolé de 1,85 \$US à 63,76 \$US le baril. Jusqu'ici, le pétrole a retraité tous les jours de septembre (sauf lundi 4, férié) alors que les tensions géopolitiques s'atténaient et que les ouragans de l'Atlantique n'étaient pas menaçants.

Le baril passe ainsi sous les 64 \$US pour la première fois depuis la mi-février et, depuis le 31 août, il s'est déprécié de 9,3 %.

À Bay Street, où l'indice sectoriel de l'énergie a cédé 1 % après sa perte de 4 % la veille, Petro-Canada a glissé de 0,89 \$ à 43,04 \$, Suncor Energy a diminué de 0,60 \$ à 75,20 \$ pendant que la Pétrolière Impériale a cédé 0,31 \$ à 37,58 \$. De son côté Talisman a laissé 0,09 \$ à 17,96 \$ alors que la Cour fédérale, à New York, rejetait une plainte pour génocide au Soudan, contre la société de Calgary.

Dans les télécommunications, Telus a bondi de 2,10 \$ à 61,90 \$ et BCE a grossi de 1,05 \$ à 30,73 \$ dans un fort volume de 11,4 millions d'actions échangées. Parmi les services financiers, l'assureur Manuvie a grimpé de 0,53 \$ à 35,84 \$ et la Banque Scotia s'est adjugé 0,30 \$ pour clore à 46,90 \$.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles est monté de 101,25 points à 11 498,09 et le S&P 500 s'est apprécié de 13,57 points à 1313,11.

LES OBLIGATIONS						
GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Canada	7.00	1 Déc. 06	100.58	4.11		
Canada	7.25	1 Juin 07	102.18	4.10		
Canada	6.00	1 Juin 08	103.28	3.99	+0.01	
Canada	5.50	1 Juin 09	103.30	3.96	+0.02	
Canada	9.50	1 Juin 10	118.93	3.95	+0.06	
Canada	9.00	1 Mars 11	120.39	3.96	+0.09	
Canada	6.00	1 Juin 11	108.51	3.99	+0.09	
Canada	10.25	15 Mars 14	138.71	4.05	+0.27	
Canada	9.75	1 Juin 21	160.80	4.17	+0.51	
Canada	8.00	1 Juin 23	145.15	4.20	+0.55	
Canada	8.00	1 Juin 27	151.69	4.22	+0.64	
Canada	5.75	1 Juin 29	122.15	4.22	+0.62	
PROVINCIAL						
B C M Fin	5.50	24 Mars 08	101.97	4.15		
Hydro Qué.	11.00	15 Août 20	164.02	4.68	+0.56	
Manitoba	7.75	22 Déc. 25	139.96	4.60	+0.64	
Manitoba	5.70	23 Juin 08	102.55	4.13	+0.01	
N Brunswic	6.00	27 Déc. 17	113.63	4.44	+0.40	
N Brunswick	6.15	119.461	4.70	+0.61		
Nwindind	6.60	12 Sept. 07	125.70	4.65	+0.62	
Nova Scotia	6.13	12 Sept. 07	101.86	4.18	-0.01	
Ontario	6.25	25 Août 28	121.70	4.66	+0.63	
Hydro Ont.	7.45	31 Mars 13	112.85	5.11	+0.22	
Hydro Ont.	8.50	26 Mai 25	147.89	4.64	+0.65	
Hydro Ont.	8.25	22 Juin 26	146.26	4.61	+0.65	
P E I	6.00	3 Oct. 07	101.79	4.23	-0.01	
P E I	8.50	27 Oct. 15	130.38	4.41	+0.35	
Québec	6.50	1 Oct. 07	102.30	4.21	-0.01	
Québec	6.00	1 Oct. 29	116.78	4.78	+0.62	
CORPORATIONS						
Bk Scotia	5.65	22 Juil. 1308	102.40	4.28	+0.01	
Bell Can.	7.00	24 Sept. 27	115.32	5.73	+0.47	
Bombardier	7.35	22 Déc. 26	91.25	8.24		
Cdn Occ Pet	6.30	2 Juin 08	103.31	4.27	+0.01	
Cons Gas	6.10	19 Mai 28	111.65	5.19	+0.49	
Gtaa	5.95	3 Déc. 07	101.95	4.27		
Gtaa	6.45	3 Déc. 07	112.66	5.43	+0.48	
Investors Gr	6.65	13 Déc. 27	116.20	5.36	+0.80	
Nav Canada	6.80	1 Déc. 06	101.87	2.24		
Nav Canada	7.40	1 Juin 27	132.00	4.91		
Royal Bk Of	6.75	4 Juin 1207	101.73	4.26	+0.55	
Sears Can.	6.55	5 Nov. 07	101.20	5.43		
Suncor Inc	6.10	7 Août 07	101.58	4.26	-0.01	
Thomson C	6.50	9 Juil. 07	101.73	4.30		
WCoast En	5.70	16 Avril 08	102.13	4.28	+0.01	
WCoast En	6.75	15 Déc. 27	116.27	5.44	+0.49	

innovallia

LE FORUM DES ENTREPRISES INNOVANTES

LA BONNE PERSONNE,
LA MEILLEURE SOLUTION...

LE MATCH PARFAIT!

14•15 SEPTEMBRE 2006 À SHERBROOKE

PLUS QUE QUELQUES JOURS AVANT INNOVALLIA...

VENEZ PROFITER D'INNOVALLIA, UN FORUM QUI OFFRE DES SOLUTIONS CONCRÈTES POUR INNOVER AU SEIN DE VOTRE ENTREPRISE.

Inscrivez-vous sans tarder en ligne au www.innovallia.net ou communiquez avec la Chambre de commerce de Sherbrooke au 819-822-6151.

Partenaire principal

Partenaire régional

Partenaires majeurs

Développement économique Canada

Canada Economic Development

SADC

Montréal

Bell

Raymond Chabot Grant Thornton

Desjardins

LA PRESSE

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

LPA 50

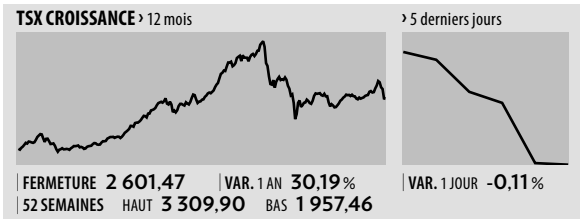
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
Abitibi-Consolidated (A)	✓	2,96	0,00	0,00	-36,48	1 303	5,60	2,57
▲ ACE Aviation (ACE.A)	✓	32,27	1,17	3,76	-8,69	3 287	37,34	25,85
Addenda Capital (ADV)		25,33	0,00	0,00	-19,46	299	33,00	23,50
Aeterna (AEZ)		6,02	0,00	0,00	2,03	320	8,79	4,85
▲ Alcan (AL)	✓	47,10	0,50	1,07	-1,38	17 714	64,99	34,86
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	23,58	0,80	3,51	0,77	4 768	27,83	19,70
▲ Astral Media (ACM.A)		41,12	0,83	2,06	34,20	2 206	41,30	29,38
Axcan Pharma (AXP)		15,31	0,13	0,86	-13,11	701	21,85	12,10
▲ Banque de Montréal (BMO)	✓	66,61	1,11	1,70	2,48	33 312	70,24	56,00
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	28,35	0,02	0,07	-16,74	669	36,72	28,01
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	60,02	0,25	0,42	-0,50	9 750	65,84	55,89
Banque Royale du Canada (RY)	✓	48,50	0,20	0,41	6,82	62 171	51,49	39,89
▲ BCE (BCE)	✓	30,73	1,05	3,54	10,82	25 119	32,84	25,32
▲ Bombardier (BBD.B)	✓	3,35	0,12	3,72	21,38	5 861	4,32	2,34
CAE (CAE)	✓	9,22	-0,09	-0,97	8,22	2 314	9,82	7,30
▼ Cambior (CBI)	✓	3,56	-0,08	-2,20	9,54	984	4,74	2,00
Cascades (CAS)		11,62	0,00	0,00	15,62	939	12,85	7,35
CN (CNR)	✓	45,90	0,27	0,59	-1,44	24 133	55,95	38,97
Cogeco (CGO)		22,15	-0,10	-0,45	-7,71	367	29,85	19,30
Corporation Financière Power (PWF)	✓	33,60	0,18	0,54	0,60	23 682	35,89	30,20
Domtar (DTC)	✓	7,01	0,00	0,00	4,47	1 622	8,76	4,70
▲ Emergis (EME)		5,35	0,06	1,13	30,49	498	5,49	3,51
▲ Garda (GW)		23,90	1,25	5,52	58,07	730	27,50	11,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓	7,05	-0,04	-0,56	-24,19	2 391	9,94	6,50
▲ Groupe Canam (CAM)		10,04	0,25	2,55	42,21	492	11,66	6,75

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)		14,50	0,10	0,69	-11,04	7 439	17,20	12,56
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	30,07	-0,54	-1,76	18,23	4 538	33,50	23,67
Groupe TVA (TVA.B)		14,88	0,13	0,88	-7,00	402	21,18	14,25
▲ Labopharm (DDS)		8,66	0,28	3,34	24,25	491	10,95	3,25
▲ Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓	12,39	0,13	1,06	-11,50	3 242	21,74	9,91
▲ Les Industries Dorel (DII.B)		26,25	0,65	2,54	-5,00	863	36,53	22,64
▲ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓	56,57	1,37	2,48	13,14	3 399	61,23	37,29
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	32,95	0,11	0,34	13,35	2 629	34,40	26,81
Mega Brands (MB)	✓	23,39	0,13	0,56	-15,32	753	29,75	20,25
▲ Metro (MRU.A)	✓	34,40	1,76	5,39	12,79	3 950	36,00	28,47
Molson Coors (TAP.B)	✓	78,21	0,00	0,00	0,21	6 550	83,30	69,66
▲ Neurochem (NRM)	✓	18,05	0,80	4,64	8,80	698	20,38	10,40
▲ Nortel (NT)		2,60	0,06	2,36	-26,76	11 273	4,22	2,14
Novelis (NVL)		23,94	-0,19	-0,79	-1,85	1 772	28,06	18,57
Power Corp. du Canada (POW)	✓	31,34	0,20	0,64	-1,01	14 122	33,90	28,22
▼ Quebecor (QBR.B)	✓	27,20	-0,43	-1,56	6,04	1 756	30,48	23,76
Quebecor World (IQW)	✓	11,93	0,11	0,93	-24,11	1 568	23,24	10,67
Reitmans (RET.A)		20,03	0,07	0,35	16,93	1 409	23,25	14,51
Rona (RON)	✓	20,86	-0,19	-0,90	-2,75	2 396	24,73	19,45
Saputo (SAP)	✓	37,00	-0,04	-0,11	8,86	3 836	38,59	32,05
▲ Tembec Inc. (TBC)		1,36	0,03	2,26	8,80	116	3,15	0,79
▼ Transat AT (TRZ.B)		24,15	-0,25	-1,03	27,58	817	27,01	15,90
Transcontinental (TCL.A)	✓	18,14	-0,05	-0,28	-4,53	1 603	24,02	17,51
▲ Uni-Select (UNS)		31,60	0,32	1,02	5,51	581	35,00	27,75
▼ Van Houtte (VH)		17,01	-0,26	-1,51	-17,81	363	21,57	17,00

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
Abcour Mines-B (ABI)	0,65	-0,03	-4,41	16 500	136,36
Abitex Resources (ABE)	0,31	0,00	0,00	0	24,00
Advitech (AVI)	0,08	0,00	0,00	6 500	0,00
Affinor Resources (AFI)	0,27	0,00	0,00	0	47,22
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,14	0,01	7,69	430 000	55,56
Aldeavision (AAN)	0,35	0,00	0,00	0	0,00
Alert B&C (ACB)	0,11	0,00	0,00	250	-12,00
Amadeus International (AML)	0,08	-0,02	-20,00	7 364	-27,27
Antoro Resources (ORE)	0,12	-0,01	-7,69	1 268 000	118,18
Appalaches Resources (APP)	0,09	-0,02	-14,29	234 000	38,46
Augyva (AUV)	0,85	-0,08	-8,60	2 000	900,00
Azimut Exploration (AZM)	1,95	0,05	2,63	5 800	33,56
Bell Canada International (BI/H)	0,59	0,00	0,00	220	41,69
Big Red Diamond (DIA)	0,09	0,00	0,00	0	-15,00
Biophage Pharma (BUG)	0,12	0,02	15,00	22 000	21,05
Biosyntech (BSY)	0,33	-0,04	-10,81	94 500	-36,54
Bioxel Pharma (BIP)	0,38	-0,02	-5,00	44 716	16,92
Branchez-Vous (BZY)	0,20	0,00	0,00	77 500	0,00
Canadian Royalties (CZ2)	2,00	0,00	0,00	98 800	58,73
Clemex Tech-A Shrs (CXG/A)	0,24	0,02	9,09	1 000	-17,24
Co2 Solution (CST)	0,22	0,00	0,00	35 000	-63,33
Conoprec (CNP)	0,25	0,00	0,00	0	-3,85
Cpl Technologies (CCY)	0,11	0,00	0,00	0	31,25
D'Arianne Resources (DAR)	0,26	0,00	0,00	220 000	79,31
D-Box Technologies (DBO/A)	0,37	-0,01	-1,33	50 500	85,00
Deq Systems (DEQ)	0,35	0,00	0,00	0	-20,46
Dia Bras Exploration (DIB)	0,74	0,02	2,78	109 000	208,33
Diagnos (ADK)	0,21	0,03	13,89	230 000	10,81
Dianor Resources (DOR)	0,88	0,05	6,02	85 800	54,17
Diox Exploration (DOS)	0,25	-0,02	-7,41	1 000	0,00
Ditem Explorations (DIT)	0,22	0,01	4,76	95 630	144,44
Divcom Lighting (DIVO)	0,31	-0,02	-4,69	22 000	-21,80
Dynacor Mines (DYN)	0,46	0,01	1,11	89 060	93,62
Dynasty Gaming (DNY)	0,50	-0,02	-3,85	94 000	-24,24
Ecu Silver Mining (ECU)	3,21	0,00	0,00	0	629,55
Exeltech Aerospace (XLT)	0,18	-0,02	-10,00	5 500	-28,00
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,15	0,01	3,57	23 000	107,14
Fieldex Exploration (FLX)	0,47	-0,07	-12,96	15 000	11,91
Forest Gate Resources (FGT)	0,18	-0,01	-5,26	14 000	-56,63
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,68	-0,02	-2,86	1 500	21,43
Freewest Resources Canada (FWR)	0,17	-0,01	-2,86	196 000	6,25
Frv Media-Cl A (FRV)	0,18	-0,02	-10,00	10 000	-26,53
Gold Hawk Resources (CGK)	0,37	-0,02	-5,13	26 450	80,49
Golden Goose Resources (GGR)	0,45	-0,05	-10,00	2 011	12,50
Golden Tag Resources (GOG)	0,44	-0,01	-1,12	129 500	193,33
Golden Valley Mines (GZZ)	0,28	0,01	3,70	25 000	0,00
H2O Innovation 2000 (HEO)	0,85	0,05	6,25	500	-19,05
Hlt Energies 2006 (HES)	0,30	0,00	0,00	0	-33,33
Hinterland Metals (HMI)	0,12	0,00	0,00	2 500	60,00
Imaflex (IFX/A)	0,90	0,07	8,43	6 500	-18,18
Isacsoft-A (ISF)	0,08	-0,01	-11,77	108 000	-37,50
Junex (JNX)	1,05	-0,05	-4,55	12 450	2,94
Kwg Resources (KWG)	0,05	0,00	0,00	178 000	0,00
Kangaroo Media (KTV)	4,50	0,31	7,40	59 563	-6,25
Lounor Exploration (LO)	0,27	0,02	8,00	27 500	-10,00
Louvem Mines (LOV)	0,39	0,00	0,00	0	-31,58
Lyrtech Cl A (LYT)	0,14	0,00	0,00	27 500	-36,36
Matamec Explorations (MAT)	0,15	-0,01	-3,23	334 000	50,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,55	-0,03	-5,17	33 500	-19,12
Melkior Resources (MKR)	0,14	0,00	0,00	0	86,67
Metanor Resources (MTO)	0,55	-0,02	-3,51	16 000	-5,17
Metco Resources (MKO)	0,11	0,01	10,00	15 000	46,67
Miranda Technologies (MT)	16,00	-0,42	-2,56	4 460	17,65
Mistral Pharma (MIP)	0,06	0,02	37,50	1 483 000	57,14
Mty Food Group (MTY)	6,40	0,00	0,00	4 300	66,23
Murgor Resources (MUG)	0,19	0,01	2,78	20 000	37,04
Namex Exploration (NME)	0,57	-0,02	-3,39	28 543	48,05
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	3,00	0,00	0,00	8 400	150,00
Normabec Mining Res (NMB)	0,27	-0,02	-5,36	95 000	253,33
Noveko International (EKO)	0,75	0,06	8,70	90 300	74,42
Nstein Technologies (EIN)	0,43	-0,02	-4,44	33 000	-69,29
Nti Newmerical (CFD)	0,11	0,00	0,00	0	69,23
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	12 500	-20,00
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,08	0,00	0,00	0	-85,46
Orex Exploration (OX)	0,24	0,00	0,00	0	-18,64
Orthosoft (OSH)	0,37	0,00	0,00	0	-5,13
Osisko Exploration (OSK)	5,50	-0,20	-3,51	156 050	254,84
Palmarero Silver And Gold (PIO)	8,44	-0,16	-1,86	10 100	55,15
Perlite Canada (PCI)	0,26	0,00	0,00	0	82,14
Petrolia (PEA)	0,47	0,02	4,44	4 900	34,29
Plexmar Resources (PLE)	0,85	0,06	7,60	7 178 037	1445,46
Power Tech (PWB)	0,65	0,00	0,00	0	-4,41
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,51	-0,01	-1,92	10 000	-19,05
Puma Exploration (PUM)	0,24	0,00	0,00	0	30,56
Radisson Mining Resources (RDS)	0,26	0,00	0,00	5 000	-13,33
Raymor Industries (RAR)	1,42	-0,04	-2,74	113 325	189,80
Robbessores Majeskor (MAJ)	0,14	-0,01	-6,67	118 500	-17,65
Rex Resources (RBX)	0,20	-0,01	-4,76	221 000	-11,11
Rocmec Mining (RMI)	0,22	-0,01	-4,35	20 000	15,79
Rocmet (RTT)	1,90	0,00	0,00	0	-19,15
Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,22	0,02	7,32	2 500	-31,25
Searchgold Resources (RSG)	0,16	-0,02	-8,82	1 211 000	72,22
Sensio Technologies (SIO)	0,50	0,00	0,00	13 500	n.d.
Sirios Resources (SIO)	0,25	-0,01	-2,00	27 500	28,95
Sonimax Hearing Healthcare (SHH)	0,22	-0,02	-6,38	69 500	-2,22
Sonomed (SNM)	0,10	0,00	0,00	1 000	0,00
South-Malartic Exploration (MSU)	0,15	0,01	7,41	41 000	-17,14
Sportscene Group (SPS/A)	15,00	0,00	0,00	0	42,86
Strateco Resources (RSC)	0,86	-0,09	-9,47	262 602	429,68
Syscan International (SYA)	0,24	-0,01	-2,47	7 000	2,13
Tom Exploration (TUM)	0,10	0,00	0,00	0	-64,91
Torr Canada (TOR)	0,97	0,05	5,44	71 000	70,88
Typhoon Exploration (TOO)	0,35	-0,02	-4,17	59 330	23,21
Vantex Resources (VTX)	0,17	0,00	0,00	6 500	6,25
Vigil Locating Systems (VIG)	0,07	0,00	0,00	0	30,00
Vior Exploration (VIO)	0,17	-0,02	-8,33	24 350	-17,50
Wanted Technologies (WAN)	0,15	0,00	0,00	0	-57,14

Big Mac à l'européenne



PHOTO CHRIS WARDE-JONES

Le géant mondial de la restauration rapide, McDonald's, a annoncé hier une hausse de 6 % de ses ventes comparables en août, attribuable à un septième gain mensuel consécutif en Europe. Son titre a connu l'ascension la plus marquée en six ans et terminé la journée à 38,20 \$US en hausse de 1,08 \$. Le chiffre d'affaires des franchises européennes exploitées depuis au moins 13 mois s'est apprécié de 8,8 % en un an, a indiqué la chaîne d'Oak Brook, en Illinois. En Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, la croissance a été de 6,1 %, dopée par d'excellents résultats au Japon.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	
--	----------------	----------------	---	----------------------	--

LA PRESSE AFFAIRES

Sobeys hausse ses profits

STELLARTON, N.-E. — La chaîne d'alimentation Sobeys a vu ses profits du premier trimestre passer de 48,2 millions de dollars, l'an dernier, à 49,9 millions cette année.

Par action, le bénéficiaire net (de base) pour la période de trois mois terminée le 5 août dernier s'est élevé à 77 cents, soit une augmentation de 4,1 % par rapport à 74 cents réalisé au premier trimestre de l'exercice précédent.

La compagnie a expliqué hier que les résultats du premier trimestre de l'exercice en cours comprennent des coûts de 7,3 millions (3,8 millions pour le premier trimestre de l'exercice précédent) associés à la transformation des processus d'affaires et des systèmes informatiques, stratégie qui avait précédemment été annoncée. Exclusion faite de ces coûts, le bénéficiaire net de base par action aurait atteint 84 cents, soit une hausse de 7,7 % par rapport à 78 cents au premier trimestre de l'exercice précédent.

L'action de Sobeys a bondi de 31 cents, à 38,75 \$ hier, à la Bourse de Toronto.



PHOTO LA PRESSE ©

L'exploitant de centres de villégiature Intrawest, qui a enregistré une perte de 24,3 millions US au quatrième trimestre, mais des profits de 115,2 millions US pour l'ensemble de l'exercice, a fait savoir que la grève au mont Tremblant lui a fait perdre 11 % de sa clientèle l'hiver dernier. Intrawest, qui doit incessamment passer aux mains d'un gestionnaire de fonds américain pour 2,76 milliards US, a aussi souligné que le mauvais temps pouvait expliquer ce recul. Un an auparavant, l'entreprise avait subi une perte nette trimestrielle de 19,2 millions US et, pour l'exercice complet, un bénéfice net de 32,8 millions US.

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 11 678,91 VAR. 1 JOUR 7,29% 52 SEMAINES HAUT 12 494,72 BAS 10 145,12

VAR. 1 JOUR 0,19% 52 SEMAINES HAUT 12 494,72 BAS 10 145,12

NOTRE LISTE INCLUT TOUTES LES TITRES DOTÉES DU VOLUME MOYEN DE 60 JOURS, AU MOMENT DE LA RÉDACTION, ET DES TITRES À FAIBLE VOLUME.

La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées.

Société (symbole): nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses.

Ferm.: cours à l'arrêt des transactions.

Ch. net: indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture.

Caractères gras: indiquent une société dont l'action atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

↑ indique un haut 52 semaines.

↓ indique un bas 52 semaines.

Société **Ferm.** **Ch. net** **52 sem.** **Bas**

A A B 20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

20,00 0,20 8,75 5,00

SOUS-INDICES

FERMETURE VAR.

Services financiers 1758,54 13,14

Matériaux de base 2 001,70 -14,17

Énergie 2 975,49 -24,24

Produits industriels 1 043,10 6,69

Tech. de l'information 206,83 3,28

Prod. consom. discrét. 1 171,40 7,38

Services de télécom. 862,27 21,04

Prod. consom. de base 1 641,39 19,83

Services publics 1 730,34 -1,62

Soins de santé 471,79 -2,11

LES 10 PLUS ACTIFS

VOLUME CLÔT.(\$)

CLÔT.(\$)

NORTEL NETWORKS (NT) 14 062 063 2,60 0,06

BCE INC. (BCE) 11 373 902 30,73 1,05

GOLDROCK MINING (EZM) 10 499 968 2,80 0,04

EUROCORP INC. (G) 7 412 642 27,04 -0,64

TELUS (T) 6 406 599 61,40 2,00

TALISMAN ENERGY (TLM) 6 159 000 17,96 -0,09

TELUS CORP. (T) 6 072 947 61,90 2,10

MIRAMAX MINING (MAE) 5 331 159 4,64 -0,06

SHERITT INTER. (S) 4 896 346 9,95 -0,07

KINROSS GOLD CORP. (K) 4 646 775 14,32 0,34

TITRES GAGNANTS

EN %

INTERAPE POLYMER (ITP) 176 750 9,00 20,00

BOLDEN AB (BLS) 21 380 24,30 14,19

MASTERS ENERGY (MSV) 3 310 4,21 12,27

GENNUM CORP. (GND) 162 310 10,91 11,90

MINCO SILVER CORP. (MSV) 9 250 3,45 9,18

TITRES PERDANTS

EN %

DENISON MINES (DEN-WA) 3 750 2,56 -13,51

VALIANT ENERGY (VLE) 25 346 3,00 -11,77

NOVAGOLD RES. CW08 (NG-WA) 10 300 6,72 -10,00

SILVER WHEATON (SLW-WB) 35 000 5,40 -10,00

U.S. GOLD CORP. (UGX) 11 450 5,60 -8,94

SOUS-INDICES

FERMETURE VAR.

Services financiers 1758,54 13,14

Matériaux de base 2 001,70 -14,17

Énergie 2 975,49 -24,24

Produits industriels 1 043,10 6,69

Tech. de l'information 206,83 3,28

Prod. consom. discrét. 1 171,40 7,38

Services de télécom. 862,27 21,04

Prod. consom. de base 1 641,39 19,83

Services publics 1 730,34 -1,62

Soins de santé 471,79 -2,11

LES 10 PLUS ACTIFS

VOLUME CLÔT.(\$)

CLÔT.(\$)

NORTEL NETWORKS (NT) 14 062 063 2,60 0,06

BCE INC. (BCE) 11 373 902 30,73 1,05

GOLDROCK MINING (EZM) 10 499 968 2,80 0,04

EUROCORP INC. (G) 7 412 642 27,04 -0,64

TELUS (T) 6 406 599 61,40 2,00

TALISMAN ENERGY (TLM) 6 159 000 17,96 -0,09

TELUS CORP. (T) 6 072 947 61,90 2,10

MIRAMAX MINING (MAE) 5 331 159 4,64 -0,06

SHERITT INTER. (S) 4 896 346 9,95 -0,07

KINROSS GOLD CORP. (K) 4 646 775 14,32 0,34

TITRES GAGNANTS

EN %

INTERAPE POLYMER (ITP) 176 750 9,00 20,00

BOLDEN AB (BLS) 21 380 24,30 14,19

MASTERS ENERGY (MSV) 3 310 4,21 12,27

GENNUM CORP. (GND) 162 310 10,91 11,90

MINCO SILVER CORP. (MSV) 9 250 3,45 9,18

TITRES PERDANTS

EN %

DENISON MINES (DEN-WA) 3 750 2,56 -13,51

VALIANT ENERGY (VLE) 25 346 3,00 -11,77

NOVAGOLD RES. CW08 (NG-WA) 10 300 6,72 -10,00

SILVER WHEATON (SLW-WB) 35 000 5,40 -10,00

U.S. GOLD CORP. (UGX) 11 450 5,60 -8,94

SOUS-INDICES

FERMETURE VAR.

Services financiers 1758,54 13,14

Matériaux de base 2 001,70 -14,17

Énergie 2 975,49 -24,24

Produits industriels 1 043,10 6,69

Tech. de l'information 206,83 3,28

Prod. consom. discrét. 1 171,40 7,38

Services de télécom. 862,27 21,04

Prod. consom. de base 1 641,39 19,83

Services publics 1 730,34 -1,62

Soins de santé 471,79 -2,11

LES 10 PLUS ACTIFS

VOLUME CLÔT.(\$)

CLÔT.(\$)

NORTEL NETWORKS (NT) 14 062 063 2,60 0,06

BCE INC. (BCE) 11 373 902 30,73 1,05

GOLDROCK MINING (EZM) 10 499 968 2,80 0,04

EUROCORP INC. (G) 7 412 642 27,04 -0,64

TELUS (T) 6 406 599 61,40 2,00

TALISMAN ENERGY (TLM) 6 159 000 17,96 -0,09

TELUS CORP. (T) 6 072 947 61,90 2,10

MIRAMAX MINING (MAE) 5 331 159 4,64 -0,06

SHERITT INTER. (S) 4 896 346 9,95 -0,07

KINROSS GOLD CORP. (K) 4 646 775 14,32 0,34

TITRES GAGNANTS

EN %

INTERAPE POLYMER (ITP) 176 750 9,00 20,00

BOLDEN AB (BLS) 21 380 24,30 14,19

MASTERS ENERGY (MSV) 3 310 4,21 12,27

GENNUM CORP. (GND) 162 310 10,91 11,90

MINCO SILVER CORP. (MSV) 9 250 3,45 9,18

TITRES PERDANTS

EN %

DENISON MINES (DEN-WA) 3 750 2,56 -13,51

VALIANT ENERGY (VLE) 25 346 3,00 -11,77

NOVAGOLD RES. CW08 (NG-WA) 10 300 6,72 -10,00

SILVER WHEATON (SLW-WB) 35 000 5,40 -10,00

U.S. GOLD CORP. (UGX) 11 450 5,60 -8,94

SOUS-INDICES

FERMETURE VAR.

Services financiers 1758,54 13,14

Matériaux de base 2 001,70 -14,17

Énergie 2 975,49 -24,24

Produits industriels 1 043,10 6,69

Tech. de l'information 206,83 3,28

Prod. consom. discrét. 1 171,40 7,38

Services de télécom. 862,27 21,04

Prod. consom. de base 1 641,39 19,83

Services publics 1 730,34 -1,62

Soins de santé 471,79 -2,11

LES 10 PLUS ACTIFS

VOLUME CLÔT.(\$)

CLÔT.(\$)

NORTEL NETWORKS (NT) 14 062 063 2,60 0,06

BCE INC. (BCE) 11 373 902 30,73 1,05

GOLDROCK MINING (EZM) 10 499 968 2,80 0,04

EUROCORP INC. (G) 7 412 642 27,04 -0,64

TELUS (T) 6 406 599 61,40 2,00

TALISMAN ENERGY (TLM) 6 159 000 17,96 -0,09

TELUS CORP. (T) 6 0

PRODUCTIVITÉ

La clé de la rentabilité...

Message aux dirigeants et actionnaires d’entreprises québécoises...

Depuis le début de l’année, le secteur manufacturier a perdu quelques **75,000** emplois au Canada dont plus de **35,000** au Québec (47%) et force est de constater, que les gouvernements font très peu pour arrêter l’hémorragie.

La complexité de la mondialisation va croissante, tout va de plus en plus vite et personne n’échappe aux problèmes plus nombreux et plus difficiles à gérer. La rentabilité en souffre terriblement et nos moyens sont de plus en plus réduits, de sorte qu’on en demande toujours plus à nos employés. La **compétition**, qui vient non seulement de l’Amérique du Nord mais de la Chine et de l’Inde, la hausse du prix de l’énergie, des matières premières et des coûts de transport (pétrole), la montée rapide du **dollar canadien** et le spectre d’une parité possible avec le dollar US, l’impact sur les bénéfices des entreprises du Québec est et sera considérable.

Que faire pour rester dans la course? Quelles solutions appliquer à ces problèmes devenus complexes? À qui se fier? Quels changements réaliser? Quand, comment et à quel prix? Que faire pour garder nos employés performants et motivés? Que faire pour garder une **rentabilité optimale** pour les **actionnaires** dans un monde en pleine turbulence?

Contrairement à certaines firmes spécialisées, nous avons prouvé que la plupart des problématiques peuvent être résolues par des gestes simples mais efficaces, orientés sur l’amélioration de la productivité et ne nécessitant aucune nouvelle technologie ou investissement en capital. **PROACTION** vous offre une approche unique qui permet des gains de productivité considérables (20% à 40%) et une importante réduction des coûts d’opération **très rapidement** (8 à 12 semaines). Notre méthodologie, extrêmement efficace, donne un retour sur investissement de 2 à 4 pour 1 pour la PME et de 4 à 8 pour 1 pour la grande et très grande entreprise. Dans le cas des PME, on parle de centaines de milliers de dollars et dans le cas des grandes et très grandes entreprises, de plusieurs millions de dollars d’économies annualisées et récurrentes.

LA PRODUCTIVITÉ AU QUÉBEC EST DE SEULEMENT 51% en moyenne, c’est-à-dire que seulement quatre heures des huit heures que les employés travaillent dans une journée, sont à valeur ajoutée. Le reste du temps, ils attendent... une assignation, de l’information, du matériel. Ils font du re-travail, de la non-qualité, ils manquent de formation, d’outils. Ils ont de mauvaises méthodes de travail, leur équipement est brisé ou ils ont simplement une cadence de travail insuffisante car on ne leur a pas communiqué d’objectif. La **qualité des travailleurs québécois** n’est pas en cause, ce sont les habiletés des gestionnaires qui le sont.

La cause principale de cette faible productivité est le **COMPORTEMENT** inadéquat de l’ensemble des gestionnaires de premier et deuxième niveau. Les superviseurs n’ont qu’une vague idée de leurs rôles et responsabilités réels et il en va de même pour leur patron. La majorité des superviseurs ont la responsabilité de gérer une importante partie des dépenses d’opérations, additionnez la masse salariale des employés qu’ils dirigent, le coût des matières premières qui transitent dans leur département et la valeur des équipements sous leur responsabilité, **il y en a souvent pour plusieurs millions de dollars**. Les gestionnaires ont le pouvoir et le devoir, par leurs décisions et actions *quotidiennes*, d’influencer de façon très importante le bénéfice d’opération mais n’ont pas, en général, les compétences et les outils pour le faire.

Les FORCES de **PROACTION**...

L’amélioration des habiletés de gestion :
OBSERVER, INTERPRETER, CHANGER
L’amélioration des processus :
COMPRENDRE, ANALYSER, MODIFIER
La conduite du changement :
IMPLIQUER, IMPLANTER, ACCÉLÉRER
La gestion de projet :
PILOTER, COMMUNIQUER, RÉUSSIR
La perpétuation des résultats :
MAINTENIR, AUDITER, AMÉLIORER

Grâce à notre **approche unique** et nos outils de «coaching» développés spécialement pour les gestionnaires des entreprises québécoises, **PROACTION** est devenu le *leader* au Québec dans son domaine. Nous possédons la meilleure équipe de conseillers en productivité, ce qui permet de donner des retours sur investissement considérables à nos clients et finalement, en plus de compter sur de solides références, nous garantissons les résultats et assurons la perpétuation des économies pendant près de deux ans après l’implantation.

Pour démontrer notre confiance en notre méthodologie et afin de supporter les secteurs économiques en difficulté au **Québec**, nous offrons un diagnostic, pour chacune des entreprises québécoises afin de prouver que nous pouvons être un atout et un partenaire important face à la compétition et aux facteurs économiques défavorables.

Une productivité optimale et le développement d’une des meilleures équipes de gestionnaires en Amérique pour nos clients, sont les raisons d’être de notre programme. Notre objectif est de former les gestionnaires et de leur donner les outils, les moyens, afin que les **hauts dirigeants** d’entreprise d’ici, soient armés pour faire face aux facteurs économiques défavorables et à la compétition toujours grandissante. **PROACTION** possède un passé riche en expériences nationales et internationales, notre *mission* est d’améliorer les performances opérationnelles et financières de nos clients très rapidement mais surtout de façon durable et ainsi faire en sorte que les secteurs économiques québécois en difficulté, deviennent les plus performants en Amérique. Nous sommes des **«organismes-installateurs»** à votre disposition pour accélérer les changements et ainsi accroître vos performances.

Nous améliorons la productivité, la qualité et la capacité des entreprises en CHANGEANT les COMPORTEMENTS. Des gestionnaires avec le bon comportement, des gestionnaires de **NIVEAU 5**, c’est la base d’une *rentabilité* optimale et c’est la seule façon d’assurer la *réussite* et la *perpétuation* de tout autre projet d’amélioration en entreprise tel que des «Kaizens», «5S», «Six Sigma» ou «Lean Manufacturing».

La conduite du changement et la gestion du projet se gèrent de façon participative avec une approche unique à **PROACTION**. Nous avons développé le **IHG** (Indices d’Habileté de Gestion) qui nous permet de faire un «coaching» adapté aux besoins réels des gestionnaires et de mesurer l’évolution de leur apprentissage dans le temps. Il n’existe pas de DEC en «superviseur», il n’y a pas de BAC en «directeur de production» ou de Maîtrise en «redressement de la productivité»...

Au Québec...

- 38%** des gestionnaires sont de **NIVEAU 1** (très faible)
- 27%** des gestionnaires sont de **NIVEAU 2** (faible)
- 21%** des gestionnaires sont de **NIVEAU 3** (moyen)
- 11%** des gestionnaires sont de **NIVEAU 4** (bon)
- 3%** des gestionnaires sont de **NIVEAU 5** (excellent)

C’est pourquoi la productivité de la grande majorité des entreprises est si faible. Un gestionnaire de **Niveau 5** est un excellent gestionnaire qui connaît, maîtrise et applique les concepts de bonne gestion.*

Imaginez une équipe efficace qui travaille sans cesse à la réduction et au contrôle des coûts d’opération pendant que les **hauts dirigeants** s’occupent de la croissance de l’entreprise. Une entreprise dont la culture est *proactive* et où tous et chacun sont responsables d’assurer la rentabilité sera assurément plus performante et plus profitable que toutes les autres.

Au-delà des économies récurrentes de plusieurs millions de dollars par année, le programme devient un élément clef pour assurer la rentabilité et la croissance des entreprises à *long terme*. **PROACTION** offre un retour sur investissement plus intéressant que n’importe quelle autre firme ou programme existant et à la conclusion de l’intervention, les entreprises disposent d’un processus de fabrication beaucoup plus efficace et d’une «ÉQUIPE» de gestionnaires de **NIVEAU 5** qui permet aux hauts dirigeants, de relever n’importe quel défi avec succès et profitabilité.

PROACTION est une firme reconnue à travers la province comme un partenaire incontournable des entreprises québécoises. Nous sommes uniques, grâce à notre créativité et notre continuelle habileté à pouvoir s’améliorer. Nous sommes également les seuls au Québec à pouvoir CERTIFIER le NIVEAU de votre équipe de gestionnaires grâce au **IHG** (Indices d’Habileté de Gestion). Nous souhaitons fortement avoir l’opportunité de présenter notre approche et la raison du succès de nos interventions versus nos compétiteurs ou tout autre projet d’amélioration continue entrepris à l’interne. Avant de fermer vos usines ou de tout envoyer en Chine, avant que votre profitabilité ne devienne négligeable ou négative, prenez contact avec nous.

* Source IHG TM

LIQUIDATION
2006



DODGE CARAVAN 2006

LOUEZ À

265\$

**PAR MOIS.
LOCATION DE 48 MOIS.
1 990 \$ COMPTANT INITIAL.
0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ.**

Consommation d'essence:
Autoroute: 8,7 L/100 km (32 mpg)[†]
Ville: 13,4 L/100 km (21 mpg)[†]

**OBTENEZ
JUSQU'À 6 000 \$
EN ALLOCATION
DE LIVRAISON^Δ**

%

**OBTENEZ 0%
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À**

72 MOIS* + 500 \$ DE REMISE** DE CHRYSLER
FINANCES SUR LES MODÈLES
2006 SÉLECTIONNÉS.

* POUR LES MODÈLES CHRYSLER PT CRUISER, CHRYSLER PACIFICA, CHRYSLER BERLINE SEBRING ET DODGE DAKOTA 2006.

NOS MEILLEURES OFFRES DE L'ANNÉE!

CHRYSLER 300C 2006



- Moteur V8 HEMI de 5,7 L et 340 ch avec système à cylindrée variable
- Transmission automatique à 5 vitesses • Climatiseur • Système antipatinage toutes vitesses • Freins antiblocage à disque aux 4 roues • Roues de 18 po
- Système électronique d'antidérapage (ESP[®]) • Sièges garnis de cuir
- Système audio Boston Acoustics avec paim[®] d'extrêmes graves et lecteur CD à 7 haut-parleurs • Antidémarrreur Sentry Key^{MC} • **Consommation d'essence de 8,8 L/100 km (32 mpg) sur l'autoroute**

JEEP_{MD} LIBERTY LIMITED 4X4 2006



- Moteur V6 de 3,7 L et 210 ch • Boîte de transfert Selec-Trac^{MC} à prise maintenue • Système antipatinage toutes vitesses • Système électronique d'antidérapage (ESP^{MC}) avec dispositif électronique antiroulis

**DODGE DAKOTA QUAD CAB^{MD} SLT
PLUS 4X4 2006**



- Moteur Magnum V8 grand rendement de 4,7 L et 260 ch
- Climatiseur • Lecteur CD et 4 haut-parleurs • Compatibilité MP3
- Lève-glaces, siège du conducteur, miroirs et verrouillage à commande électrique

DODGE CHARGER 2006



- Moteur V6 de 2,7 L et 190 ch • Transmission automatique
- Climatiseur • Système antipatinage toutes vitesses • Freins antiblocage à disque aux 4 roues • Système électronique d'antidérapage (ESP^{mc}) • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Lecteur CD • **Consommation d'essence de 7,7 L/100 km (37 mpg)[‡] sur l'autoroute**

CHRYSLER PACIFICA TOURING TI 2006



- Moteur V6 de 3,5 L et 250 ch • Transmission intégrale • Climatisation à commande automatique de température bizona • Roues de 17 pouces en aluminium • Suspension à correcteur d'assiette • Alarme antivol
- Freins à disque aux 4 roues avec système antiblocage • Sièges avant et de 2^e rangée chauffants • Siège du conducteur à réglage électrique
- Haut-parleurs Infinity^{MC}

JEEP_{MD} COMMANDER LIMITED 4X4 2006



- Moteur V8 de 5,7 L et 330 ch • Transmission automatique à 5 vitesses • Climatiseur
- Réglage de la température à l'arrière • Trois rangées de sièges en gradin • Sièges chauffants en cuir • Système électronique d'antidérapage ESP^{MC} • Système audio Boston Acoustics et lecteur CD à 6 haut-parleurs • Antidémarrage Sentry Key^{MC}

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE PARTICIPANT OU DAIMLERCHRYSLER.CA AUJOURD'HUI.



DODGE

CHRYSLER



Jeep

MI

CHRYSLER



Jeep



CINQ ETOILES